

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE,

Contenant l'état présent de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours,
l'intérêt des Princes, leurs brigues,
et généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le

Mois de Janvier 1702.

Le tout accompagné de Reflexions Politi-
ques sur chaque Etat.

TOME TRENTE-DEUXIEME.



A LA HAYE.

Chez HENRI van BULDEREN, Marchand
Libraire, dans le Pooten, à l'Enseigne
de MEZERAY.

M. DCCII.

Avec Privilege des Etats de Holl. & West.

Avertissement.

On trouve chez Henri van Bulderen, les Travaux de Mars, ou l'Art de la Guerre. Divisé en trois Parties. La premiere, enseigne la Methode de Fortifier toutes sortes de Places Regalieres & Irregulieres. La seconde, explique leurs Constructions, selon les plus fameux Auteurs, qui en ont traité jusqu'à present, &c. in Oct. avec fig. 3. vol.

Les Fonctions des Officiers, divisé en quatre Parties; la premiere contient, les Fonctions du Capitaine de Cavalerie, & les principales des ses Officiers Subalternes. La seconde, les Fonctions de tous les Officiers de l'Infanterie, depuis celle du Sergeant jusqu'à celle du Colonel. La troisieme, les Devoirs de l'Homme de Guerre, avec des Remarques importantes sur les disgraces qui sont arrivées à plusieurs Officiers dans ces dernieres annes, pour les avoir negligez. La quatrieme, Pratique & Maxime de la Guerre, enseignant les Charges des Généraux, les devoirs de tous les Officiers d'Armées; l'ordre de marcher, camper, combattre, attaquer & deffendre les Places; surprendre & entreprendre sur des Villes, Quartiers ou Armées. Avec figures, in 12.



AVANT-PROPOS.

JAmals l'Europe ne s'étoit trouvée dans une situation si douteuse que celle où elle se trouve aujourd'hui. Elle ne jouit que d'un phantôme de Paix : & on s'apperçoit bien, de quelcôté qu'on cavillage les écholes, qu'on est à la veille d'une guerre des plus cruelles & des plus sanglantes, si par quelque denouement impreveu & extraordinaire, la Maison d'Autriche & celle de Bourbon n'en viennent à un acomodement qui mette à l'abri de toute crainte les voisins de ces deux Puissances.

On a regardé de tout temps l'union des Couronnes d'Espagne & de France comme le plus grand malheur qui pût arriver à la Chrétienté, & en effet elle n'en a pas de plus grand à craindre; il n'y a qui ce soit qui n'en convienne. Comme donc il est de l'interet de tous les Etats & Princes Chrétiens de rompre cette union qui ne pourroit qu'être fatale à leur repos, on peut avancer à coup sûr, que tout ce qu'il y a de Puissances Chrétiennes, tant Catho-

A 2

liques

liques que Protestantes, si l'on en excepte un très petit nombre, se ligueroient avec l'Empereur pour tâcher de rompre cette union, si Sa Majesté Très-Chrétienne persiste dans la résolution où elle a paru être jusques ici de conserver à son Fils toute la Monarchie Espagnolle.

J'avouë que la France avoit pris tous les devans qu'elle pouvoit prendre pour prévenir une nouvelle Ligue. Dans le temps que la Paix de Ryfwick avoit desarmé & desuni les Alliez de Sa Majesté Imperiale, le Roi Très-Chrétien muni d'un Plein-Pouvoir des Régens d'Espagne, s'étoit emparé des Pais Bas, du Milanéz, du Mantouïan, & du Royaume de Naples. Il se saisit en suite du Pais de Liège & d'une bonne partie del' Archevêché de Cologne. Il gagna le Roi de Portugal, & pout s'assurer entièrement le Duc de Savoye il ne balança pas à precipiter le mariage du Roi Catholique avec la Princesse de Piémont. Il fit conter des sommes immenses en diverses Cours; & pour tâcher de semer la discorde dans le Parlement d'Angleterre, les Agens qu'il avoit dans ce Royaume y prodiguerent les Louis d'or. La Cour de France n'avoit rien oublié pour jeter l'épouvante par tout; on scait ce qui s'est passé à Naples & à Liège. Toutes ces différentes voyes n'el cessant pour d'autres, elle ne parloit que de Paix, & pour mettre dans ses intérêts le S. Siege & quel-

quelques Cours Catholiques qui passoient pour un peu bigotes, elle reconnut le prétendu Prince de Galles pour Roi de la Grand' Bretagne, & le fit reconnoître par le Roi Catholique au prejudice du Traité de Ryfwick.

Toutès ces mesures qu'avoit dictées de longue main une Politique des plus raffinées paroissoient avoir été bien prises, mais elles n'ont pas eu néanmoins l'effet que cette Cour habile s'en étoit promis. Tout cela n'a fait que blanchir, & ces stratagemes n'ont fait que confirmer plus fortement les Princes & les Etats de l'Europe de la nécessité qu'il y avoit de conclurre de nouvelles Alliances avec l'Empereur. Le Pape, nonobstant la reconnoissance du Prince de Galles pour Roi d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, a déclaré qu'il n'avoit à prendre aucun parti dans cette occasion que celui de la Neutralité. La République de Venise & la plupart des Princes d'Italie ont tenu le même langage. Il en a été de même en Allemagne à l'égard de quelques Etats, avec cette différence qu'on n'attend dans ce Pais-là qu'une rupture pour se déclarer en faveur de Sa Maj. Le Les Anglois ont levé le masque; chacun aux leurs Adresses, & leurs Instructions aux Membres du prochain Parlement. La Ha. Puiss. quelque exposées qu'elles soient & quelque amour qu'elles ayent pour la Paix, ont fait connoître sans

6 AVANT-PROPOS.

détour, après avoir mis tout en usage pour moyenner un acomodement, que leur sûreté particuliere qu'on leur offroit ne pouvoit le trouver que dans une Paix générale, & qu'une telle Paix ne pouvoit avoir lieu qu'avec la satisfaction de l'Empereur.

Au milieu de ces dispositions, Sa Majesté Imperiale, comme la Partie principale & la plus intéressée, résolut d'envoyer une Armée en Italie pour la défense de ses Droits & pour encourager les autres Puissances. Il chargea le Prince Eugene de Savoye de cette importante Expédition. Toutes les apparences lui étoient contraires. Les François s'étoient emparez de tous les passages de l'Etat Venitien. Leur Armée supérieure en nombre jouissoit de toutes les commoditez du Milanéz. & des Etats voisins; elle étoit commandée par un Maréchal de France très expérimenté, heureux jusques là dans toutes ses entreprises; & le Duc de Savoye étoit à portée de la joindre avec ses forces en qualité de Généralissime. On étoit si peu alarmé en France de la marche du Prince Eugene, que l'on ne croyoit pas même qu'il lui fût possible de pénétrer en Italie, & son projet étoit regardé comme chimérique. Cependant à l'arrivée de ce Prince sur la frontière toutes les difficultés s'évanouirent. Il se fit une nouvelle route à travers des lieux inaccessibles. Il pénétra dans le Pais, amusant les François par des seintes,

AVANT-PROPOS. 7

Cependant qu'on l'attendoit où il n'alloit pas, il tomba sur Carpi, où il n'étoit pas attendu. Il battit les troupes qui gardoient ce poste important, il nettoya l'Adige, passa en suite le Mincio à la vue de l'armée ennemie, & enfin prit poste près de l'Oglià, où il assura la subsistance de son armée, & se mit en état d'harceler sans cesse les ennemis.

Un progrès si surprenant, ajoute l'Auteur, qui m'a fourni ce petit recit, causa quelque alteration parmi les Généraux des deux Couronnes, jusques là que les amis du Maréchal de Carnat craignirent qu'il n'en rejailût quelque chose sur lui. Les flatteurs enchainent la fortune au Char des Héros, dit le même Auteur, mais ceux qui sont au timon des affaires, & qui connoissent la vanité des choses humaines sentent le ridicule de cette flatterie. La suite du temps a fait l'apologie de ce Général dont les vûes pénétrantes le portoient à ne rien hasarder sans nécessité. Cependant sur les premiers avis le Maréchal de Villeroy est envoyé en Italie avec ordre d'aller attaquer les Imperiaux & de les forcer dans leur Camp. Mais on peut dire de ce nouveau général ce que ceux de Zelande dirent de la Flote Invincible, après qu'elle eût été dissipée par la tempête & par la bravoure des Anglois: *Venit, ivit, fugit.* M. de Villeroy arriva en poste, il passa l'Oglià sans opposition, il attaque Chiari avec l'armée

8 AVANT-PROPOS.

mée des deux Couronnes fortifiée des troupes du Duc de Savoye, & il fut battu. Enfin après avoir disputé pendant longtemps à qui décamperoit le premier, il faut qu'il décampe; qu'il laisse les Impériaux Maîtres de la Campagne; qu'il laisse prendre Canero; qu'il abandonne presque tout le Mantouan; & qu'il ait le chagrin de voir que son armée est si affoiblie qu'elle n'est pas en état de faire la moindre résistance, ni même de se reposer après les fatigues extraordinaires qu'elle a souffertes.

La situation des affaires d'Italie, & les mouvemens qu'on a lieu d'apprehender encore dans le Royaume de Naples, n'encouragent pas peu ceux qui sont intéressés à soutenir l'Empereur dans cette rencontre: & comme les principales Puissances qui doivent agir pour la cause commune ont pris toutes les précautions possibles pour n'agir pas inutilement, on ne voit pas bien encore quel sera le parti que prendra la France, d'où dépend la Paix ou la guerre. Les grands préparatifs qu'elle a faits & qu'elle fait tous les jours, les grands armemens tant par mer que par terre; les gros impôts qu'elle met sur les peuples tant chez elle que dans les Pais-Bas Espagnols; tout cela fait juger d'abord qu'elle se croit assez forte pour tenir tête à Sa Majesté Impériale & à ses Alliez, & qu'elle ne désespère pas d'affermir le Roi Catho-

AVANT-PROPOS. 9

tholique sur le trône de toute la Monarchie d'Espagne. Mais lors qu'on y fait tant soit peu d'attention on a peine à se persuader qu'elle en veuille venir à une rupture, quelque puissante que soit cette Couronne elle ne l'est pas assez pour résister à toute l'Europe, car on doit compter pour très peu de chose quelques Princes qui se sont déclarés pour elle; & qui pourroient bien s'en détacher pour ne risquer pas d'avoir un sort semblable à celui du Duc de Mantoue. Je crois donc que la France y pensera plus d'une fois, avant que de s'engager dans une guerre générale, dont la seule pensée fait trembler, & qu'elle donnera dans un accommodement. Si je conjecture mal je ne suis pas le seul. L'Auteur que j'ai déjà cité & qui conjecture toujours assez juste * semble n'être pas éloigné de croire que tout se pacifiera à l'amiable. Sage & judicieux comme il est, il ne dit pas tout ce qu'il pense, mais on ne laisse pas d'entrevoir sa pensée. Il n'y a point eu, dit-il, de conjoncture plus épineuse que celle-ci, mais il n'y en a point eu de plus fertile en contre-temps, & en ressources imprévues; ce qui est un sujet d'espérance, aussi bien que de crainte. Il n'a pas plu à Dieu de venir les précautions qu'on avoit prises pour prévenir les malheurs de la guerre: & il n'a pas permis non plus que les maux qu'on craignoit

A 5
Mr. du Breuil dans les Nouvelles Extraordinaires du 29. Decembre 1701. & du 2. Janvier 1702.

ayent été sans remède. On s'est trompé dans l'un & dans l'autre, & tout a été surprenant en mal & en bien. Cela fait voir que la Providence en dispose pour d'autres fins que celles que la prudence humaine se propose, & qu'on doit s'attendre à voir frapper de plus grands coups. On doit faire la même reflexion à l'égard des affaires du Nord, quoi qu'elles semblent s'embroûiller de plus en plus, car enfin, on a lieu de s'attendre du Roi de Suede, qu'à l'exemple de ses glorieux Ancêtres dont il suit si bien les traces, il voudra se mettre en état de balancer les affaires de l'Europe, & d'être la ressource & l'appui de ses Alliez, ce qu'il ne pourroit faire s'il avoit à soutenir une guerre particuliere.

Je ne donnerai pas ici un dénombrement des événemens arrivez pendant le cours de l'année que nous venons de finir, ils sont trop importants, trop extraordinaires & trop remarquables pour qu'on ne s'en souvienne pas.

NOU-

MERCURE HISTORIQUE

ET POLITIQUE,

*Contenant l'état present de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours,
l'intérêt des Princes, leurs brigues,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois de Janvier 1702.

Le tout accompagné de Reflexions Politiques sur chaque Etat.

NOUVELLES DE ROME ET D'ITALIE.

I. **L**E jour de la Fête de S. Leopold, qui étoit le 15. de Novembre dernier, il y eut de grands préparatifs avec une très belle Musique dans l'Eglise de l'Anima, de la Nation Allemande à Rome. On avoit exposé dans cette Eglise les Portraits du

A 6

Pape,

Pape, de l'Empereur, de l'Imperatrice, du Roi & de la Reine des Romains; on n'y avoit pas oublié celui de l'Archiduc Charles, qui étoit peint avec le Manteau Royal & en habit de Guerrier & l'Ordre de la Toison d'Or. Il tenoit à la main une épée nue, & il avoit à côté la Couronne & le Sceptre sur une table couverte d'un tapis de velours verd, ce qui fit faire beaucoup de reflexions.

Le 21. du même mois le Pape tint un Consistoire secret, où il executa la résolution qu'il avoit prise, il y a déjà quelque temps, d'envoyer des Nonces Extraordinaires auprès de l'Empereur & des Rois de France & d'Espagne pour les porter à la Paix. M. Spada, presentement Nonce à Cologne, fut nommé pour la Cour de Vienne, M. Fieschi, Archevêque d'Avignon pour celle de France, & M. Zandedari pour celle d'Espagne. Sa Sainteté institua quelques jours après des Prières de Quarante Heures dans les principales Eglises de Rome, & ordonna à tous les Ordres Religieux & aux Chapitres, de chanter tous les jours après la Messe, les Litanies des Saints & autres prières, pour obtenir du Ciel la tranquillité de l'Italie

l'Italie, & de toute la Chrétienté. Elle tint Chapelle le Dimanche suivant 27. de Novembre dans la Basilique de S. Pierre, & assista à une Procession solennelle pour faire l'ouverture de ces Prières: après quoi elle expédia des Brefs aux Ministres des Couronnes, afin de les envoyer à leurs Souverains, & leur notifier la nomination des trois Nonces Extraordinaires. On dit qu'il se rencontre plusieurs difficultez de la part de quelques Puissances qui pourroient bien différer le départ de ces Nonces, & on prétend que le Cardinal Grimani a représenté au Pape que l'Empereur ne pouvoit écouter aucunes propositions qu'il n'eût reçu auparavant là-dessus les avis de ses Alliez. On parle d'envoyer à Turin M. Piazza, presentement Nonce en Suisse, en cas que les differens avec la Cour de Savoyes s'accommodent. Le 28. du même mois de Novembre il se tint une Congregation au sujet des differens de l'Electeur Palatin avec la Duchesse Douairiere d'Orleans, mais il n'y fut rien conclu, à cause qu'il manquoit quelques Instructions sur cette affaire.

Le 5. de Decembre le Pape tint Consistoire, dans lequel il nomma M. A 7 Tho-

Thomas de Tournon Piemontois pour Vicaire Apostolique dans la Chine, avec le Caractère de Patriarche d'Antioche & de Legat à *Latere* auprès de l'Empereur de la Chine. Il nomma en même temps douze Prêtres qui accompagneront ce nouveau Vicaire Apostolique & examineront les differens qu'il y a en ce Pais-là entre les Missionnaires Dominicains & Jésuites. Il en feront ensuite leur rapport à M. de Tournon qui aura soin d'en instruire le Pape. On dit que le Bref que Sa Sainteté lui accordera en partant doit annuller toutes les Concessions accordées par les Papes ses Predecesseurs aux Jésuites pour les dispenser d'obéir aux Legats à *Latere*. M. Zanzedari a reçu le titre d'Archevêque de Damas, & M. Vallemo- ni, Secrétaire de l'Immunité Ecclesiastique celui d'Evêque d'Athènes. Le S. Pere a fait une grande Promotion de Prelats.

Le Connetable Colonna a consenti que le Pape envoyât des troupes en Garnison dans sa Forteresse de Pagliano pour mettre en sûreté les Frontieres de l'Etat Ecclesiastique, où l'on envoie tous les jours des Munitions de guerre. Les nouvelles levées

con-

continuent à Rome, & la Garnison de Benevento doit être considerablement augmentée, dans la crainte que ceux du parti Royal n'ayent dessein d'y aller enlever ceux qui s'y sont retirés à cause des troubles de Naples. Plusieurs Religieux Napolitains sont arrivés à Rome, soubçonnez d'être dans le parti de l'Empereur & exilés à cause de cela. Le Marquis del Vasto paroît toujours avec un grand train, & ne sort que bien accompagné. Les autres Grands cités à Naples refusent aussi bien que lui d'y comparoître.

II. Dans la crainte où l'on est toujours d'un nouveau soulèvement dans cette Ville, on y fait marcher toutes les nuits de l'Infanterie & de la Cavalerie au nombre de sept cens cinquante hommes, avec les Juges Criminels & les Sbirres. Le Comte d'Etrées y arriva le 18. du mois de Novembre avec cinq Vaisseaux de guerre, deux Palandres & deux Brûlots. Il fut rencontré à Ischia par les sept Galères de Turci & quatre de Sicile, & le Duc de Medina-Celi alla le recevoir à Baia, où il lui avoit envoyé trente-deux Felouques chargées de divers rafraichissemens. Le 23. du même mois, ce Comte se rendit au

Palais

Palais accompagné du fils naturel du Roi Jaques & de trois cens Gardes de Marine. Il fut reçu à la descente du Carosse par tous les Officiers de guerre, & par la famille du Viceroi, & au bas de l'escalier par le Viceroi lui-même, suivi de plusieurs Cavaliers Napolitains sous la Salve du Canon du Château. Son Escadre n'ayant pû entrer dans le Port de Naples se tient toujours à Baja où elle a débarqué cinq cens hommes de Milice Espagnolle, & quelques Bômbes, Grenades, Boulets & autres Munitions. Pour les François qu'il avoit embarquez à Cadix au nombre d'environ deux mille, ils seront repartis en diverses Fortereses du Royaume. On écrit que ce Comte insiste fort sur la punition des prisonniers qui ont eu part au soulèvement, & particulièrement du Prince de la Riccia & des deux Princes de la Maison d'Acquaviva, afin d'intimider le peuple. On a arrêté de nouveau les Sieurs Ciommodi Corti, & D. Ignazio Turantar, Officier du Conseil Collateral, pour avoir parlé des Impériaux dans l'Antichambre du Viceroi, & on les a envoyez sur une Felouque l'un à Porto Longone, & l'autre à Orbitelle. Les

biens

biens du Marquis del Vasto ont été confisquezz, ils doivent être appliquez à la Caisse Militaire, & on assigne l'Isle de Procida au Prince de Monte Sarchio, qui se prétend créancier de ce Marquis de la somme de soixante dix mille écus. Outre cela on a refusé à la Marquise del Vasto d'aller joindre son époux à Rome. Pour le Duc Gaëtan, on a publié une Proclamation contre lui qui le déclare Rebelle avec confiscation de tous ses biens & privation de ses Charges. On promet une grande récompense à celui qui le prendra en vie, ou qui apportera sa tête, on doit démolir le Palais qu'il a auprès de Posillippo. On a aussi nommé un Fiscal pour apprecier les biens du Duc de Telese & les vendre au profit du Gouvernement.

La Maison de l'Annonciade fit Banqueroute il y a quelque temps de plusieurs Millions, ce qui cause un prejudice extraordinaire aux Monts de Pieté, & à plus de sept cens maisons particulieres à Naples, qui y avoient mis de gros Capitaux à quatre pour cent d'intérêt. Il est vrai que la Banque promet de rendre les dépôts à ceux qui voudront retirer leur argent.

Les Grands qui se sont retirez en lieu

de sûreté ont commencé à travailler à des Manifestes pour justifier la conduite qu'ils ont tenue dans le dernier soulèvement. Voici celui de l'un des Chefs.

Manifeste de François Spinelli, Duc de Castellucia; où l'on voit les raisons qu'on a eues de se soulever à Naples.

QUiconque veut vivre avec honneur, doit donner connoissance & rendre raison de tout ce qu'il fait; ainsi moi Duc de Castelluccia, qui, grâces à Dieu, me trouve en sûreté, nonobstant la cruauté de mes parens, qui ont refusé de me secourir pour défendre ma vie, je défendrai mon honneur l'épée à la main, contre tous ceux qui oseront me donner le nom de rebelle, & à mes amis, pour s'être trouvez à Naples le 23. Septembre pour une juste entreprise. C'est pourquoi je déclare qu'elle est fondée sur la justice, & que de louables raisons nous ont portez à chercher le bien & la liberté de notre Patrie. Ceux qui osent nous regarder comme des perfides, sont indignes de dire la vérité, & je rends témoignage au monde contre l'ignorance & la tyrannie de quelques Ministres, qui nous ont imposé les peines dont on a coutume de charger les

Rebelles

Rebelles. Qu'ils me disent qui est Roi de Naples? Qui est-ce qui après la mort de Charles Second, dont la Ligne est finie en sa Personne, a établi un Roi légitime de Naples? qui est-ce qui a transporté les raisons de la Maison d'Autriche à celle de Bourbon, & où paroît l'Investiture qui doit aller avant chaque action, afin qu'elle ne soit pas illégitime? où a-t-on rassemblé les Collèges de la Noblesse? Où a-t-on tenu les Etats Généraux du Royaume? Le Peuple a-t-il jamais prêté le Serment de fidélité? est-ce donc que le titre légitime de la Succession du Royaume peut être donné & affermi par une Cavalcade faite par le Duc de Médina-Celi au travers de la Ville, en la menaçant & en la forçant de le suivre? Le Royaume de Naples est encore libre jusqu'à présent? Il faut que le Pape en donne l'Investiture, & cela en vûe de la Justice, & du bien des Sujets, & que chacun tâche de secouer le joug injuste qu'il a souffert si long-temps? Ce n'est pas un crime, mais le devoir de chaque Bourgeois qui est fidèle à sa Patrie; Et l'on sçait bien que ces sentimens qui doivent être enracinez dans un honnête homme, sont unanimement imprimés dans le cœur des Napolitains, & dans tout le Royaume, qui a toujours maintenu sa gloire de son propre sang. Asi ceux là même sont des infames, & des traîtres qui osent nous faire des reproches, parce que

que nous n'avons pas voulu nous soumettre à la violence d'un injuste Gouvernement. Nous avons proclamé pour notre Roi l'illustre Archiduc Charles, parce qu'il a pour lui un droit incontestable, & que nous y sommes portez par l'avantage dont notre Patrie doit jouir par ce moyen. C'est un Prince de la Maison d'Autriche, du Sang de Charles V. notre Roi d'immortelle mémoire, & fils de l'illustre, pieux, & sacré Empereur Leopold I. sur qui devoit légitimement tomber l'Investiture de notre Royaume, par le titre de Succession, & les accords faits dans les Traitez de Paix publics, affermis par des Sermons & benits de la main du Pape. L'on voit fleurir en lui la piété & les principales vertus qui ornent l'ame d'un Prince. C'est lui que l'Empereur a destiné pour Roi, en ayant été prié par nous & d'un commun consentement des Etats du Royaume: c'est sans doute le plus grand bonheur qui pût nous arriver, puisque par la personne de l'Archiduc, nos anciennes misères seroient dissipées: Il auroit affermi son Siége à Naples, l'on n'auroit plus méprisé nos services, & nous n'aurions plus été forcez de nous abaisser & de remplir l'antichambre d'un Ministre qui auroit dû ambitionner l'honneur de se joindre à tant d'illustres Familles de notre Païs. Nos biens n'auroient plus été le butin de l'avarice, & de la cruauté, & nos

fem-

femmes renommées par leur honneur & leurs autres vertus, n'auroient plus été soumises aux passions d'une femme misérable & méprisée: Notre grand Prince nous promettoit un riche commerce, la distribution des Charges parmi les naturels du Païs, & d'élever un Conseil pour une plus prompte justice. Le peuple qu'on auroit tâché de tenir exempt, n'auroit pas été opprimé par de continuelles & d'insupportables charges; il ne seroit jamais sorti tant d'argent du Royaume pour rassasier tant de Ministres; Mais par une continuelle résidence de la Cour à Naples, la Noblesse auroit vécu dans l'honneur, la Bourgeoisie dans le repos, & le Peuple dans l'abondance; les vertus auroient été récompensées, & nous aurions vu notre Païs, d'un abîme de misère, se rétablir dans son ancien lustre: Les Privilèges originaux de l'Empereur, que nous avons demandez, sont entre nos mains, avec la confirmation de tous les autres avantages accordez par Charles V. & les autres Rois les Prédécesseurs, mais qui sont tous les jours enéantis de plus en plus par la tyrannie du dernier Gouvernement, nonobstant tant de Sermons. Voilà les raisons qui nous ont portez à une entreprise si louable: & il n'y a point d'homme assez téméraire, pour oser dire que cette action ayant été entreprise pour le bien public, ait été formée par un intérêt

rêt particulier, puis qu'il est évident que nous pouvions vivre commodément de nos propres revenus, chacun selon son état, & que nous avons bien voulu tout sacrifier, sans permettre que l'on pillât les maisons des Ennemis publics, suivant en cela l'intention de l'illustre Archiduc Charles, dont les Ministres de l'Empereur nous ont si souvent parlé de la part, & voulant prévenir tous les desordres & le dommage des Bourgeois, mettre des gardes aux banques pour empêcher le désavantage des intéressez, presenter aux soldats & Officiers Espagnols à chacun un Emploi selon son mérite, pour épargner le sang de ceux qui vouloient demeurer fidèles au nom d'Autriche; mettre le Duc de Medina Céli dans un Château en sûreté contre la violence du Peuple & la vengeance de tant de gens, à qui il a fait tort, & même lui faire passer la mer en cas que cela fut nécessaire pour le faire sortir du Royaume, & après son départ faire mettre la Duchesse son Epouse dans un Convent au même dessein. Ce Prince Pieux & illustre, nous a de plus recommandé d'éviter de faire injure à Dieu & au prochain, d'honorer les Eglises, d'épargner l'honneur des femmes, & d'éloigner en cette occasion, selon son commandement Royal, toute passion particulière, pour le bien commun. Mais nous vivons dans l'espérance, que Dieu nous assistera, & qu'il

favo-

favorisera les armes bénites de l'Empereur, pour un si digne, si juste & si pieux Prince, qu'il nous tirera du mépris, & qu'il rétablira le Païs dans sa liberté & sa réputation. Enfin, je fais sçavoir à tous nos amis, que quoique la découverte qui a été faite le jeudi d'au paravant à 23 heures au Duc de Medina Céli de l'intelligence que nous avions au Château de Castellnuovo, ait rendu vain l'avantage que nous en attendions, & que cet accident ait tenu en arrière le secours qui nous étoit promis, l'entreprise ayant été sans fruits, ils ne doivent cependant pas croire que nôtre espérance soit anéantie, mais plutôt que chacun reprenant le dessein conçu en faveur de la Maison d'Autriche, cherche à se faire de nouveaux adhérens pour cette digne entreprise, qui désormais sera soutenue avec de telles forces, qu'on aura lieu de se réjouir de l'espérance que nous avons d'être délivrez de l'esclavage, & de voir le bien commun affermi. Il est temps de ne plus souffrir des traitemens, & des manières barbares, & de jouir du soulagement que nous trouverons dans le pieux Archiduc: je ne doute point que chacun ne mette la main à l'œuvre, puisque nôtre véritable & légitime Souverain promet de grandes récompenses à ceux qui suivront ses armes, quand il entrera dans le Royaume, & qu'au contraire, il menace du feu & du

fer

fer tous ceux qui en suivant l'injuste Gouvernement présent, se sont reconnoître pour traitres de la liberté de la Patrie. Joignons nous donc ensemble pour l'affermir sur le Trône, afin qu'il delivre le Royaume des misères présentes & passées, & qu'il rende une fois fixe le bonheur particulier & commun.

Depuis que les Mécontents de ce Royaume se voyent en état d'être soutenus par les troupes Imperiales, le Duc de Medina Celi, qui void bien qu'il n'est pas agréable aux Napolitains, a demandé à être rappelé: & le Roi d'Espagne pour recompense de ses bons services l'a fait President du Conseil des Indes, qui est un Emploi aussi considerable que lucratif. Sa Majesté Catholique a en même temps envoyé ordre au Duc d'Escalona, Viceroy de Sicile de se rendre à Naples pour remplir cette Viceroyauté. Elle a aussi nommé de Cardinal del Giudice pour aller commander en Sicile par *Interim*. On croit que le Pape appellera M. Casoni, son Nonce à Naples, parce qu'il est soupçonné de n'être pas dans les intérêts de la Maison de Bourbon. On dit même que le Cardinal de Janson a prié Sa Sainteté de ne

lui

lui donner aucun Emploi à la Cour de Rome pour lui ôter les moyens de favoriser la Maison d'Autriche, cependant, si l'on en doit croire le bruit commun, il sera pourveu de la Charge de Secrétaire des Evêques & Religieux. Je viens aux armées d'Italie.

III. Depuis que celle du Prince Eugene de Savoye a décampé, qui fut le 20. de Novembre, elle a harcellé continuellement celle des François; Les partis des Impériaux toujours alertes nonobstant les pluies & les neiges ont tué divers fourageurs, enlevé un très grand nombre de prisonniers & de chevaux, & le Prince Eugene s'est saisi de divers postes considerables. On ne scauroit entrer ici dans aucun detail; on se contentera de ce qu'on va dire.

Du moment que le Maréchal de Ville-roi se fut appercu que le Prince Eugene avoit en vûe quelque entreprise, & qu'il sembloit vouloir recommencer la Campagne, il fit rassembler ses troupes entre Cremoné & l'Oglio, fit jeter deux ponts sur ce fleuve à peu de distance de Bozolio, & détacha quelques milliers d'hommes pour aller renforcer les Garnisons de Man-

Tom. XXXII.

B

toite

Le 1. de Decembre, le Prince Eugene fit faire un mouvement à son armée, le Général Verner suivant avec le reste de l'Artillerie. Pendant que les François étoient occupez à observer si les Imperiaux marcheroient vers Mantouïe, Goïto, Bozolo, ou Caneto, le Prince Eugene parut devant cette dernière Place, dont la Forteresse fit grand feu à l'approche des troupes Imperiales qui alloient la reconnoître. Le Prince Eugene ayant fait sçavoir aux Assiegez qu'il se trouvoit là avec toute son armée, & voyant que nonobstant cela on continuoït de tirer, il fit investir la Place par six Regimens, qui camperent dans les maisons voisines. Celui de Mansfeld commandé par le Général Thauu en posta entre l'Oglïo & le rocher qui joint le Château; le Regiment de Staremberg fut posé en dedà du Naviglio sur le grand chemin de Cremona; le Regiment de Geschwind, & deux autres de Cavalerie passerent le Naviglio sur deux ponts qu'on jerra avec diligence; & le Regiment de Guttenstein, servit de Corps de reserve. Ces troupes étant ainsi disposées, on travailla la nuit à tirer une Ligne de communication. La Ligne fut achevée le 2. & on pointa du canon contre la tour de la porte pour ôter toute défense aux Assiegez. Il y eut quelques escarmouches lors que les Imperiaux voulurent prendre poste dans les maisons

voisi-

voisines du fossé, dans lesquelles le Lieutenant Colonel de Staremberg & quelques Soldats furent tuez & quelques autres blesez, entre autres le Comte Maximilien de Staremberg & le Lieutenant Colonel de Guttenstein.

Pendant que ces choses se passoient, on eut avis que les François campez entre l'Oglïo & Bozolo avoient dessein de jeter cinq cens hommes de renfort dans la Place, sur quoi les Imperiaux s'emparerent de tous les postes entre Caneto & l'Oglïo, avec ordre aux troupes de se tenir toujours en action.

La nuit suivante on attaqua la Place dans les formes. Le Canon ayant fait brèche à la Tour qui défendoit la porte de la Ville, en s'aperçut que les Assiegez fort incommodex du feu continuel de la Mousqueterie & du canon n'osoient plus approcher du Rampart. Un Mousquetaire du Regiment de Thauu hazarda de passer le fossé à la nage, grimpa sur les murailles, & étant venu au Pont levis du Château; il eût l'adresse de couper les cordes qui tenoient ce Pont, lequel étant tombé, les Imperiaux entrerent avec furie. Le 3. ils marcherent droit à la Forteresse, où les Assiegez s'étoient retirez, & on demanda à capituler. On députa à cet effet deux Officiers au Prince Eugene, qui répondit qu'il n'y avoit plus d'autre capitulation à espérer que de se rendre à discretion, ce

B 2

qui

qui fut réitéré au Marquis de Maulevrier qui s'étoit jetté dans la Place avec un détachement, & qui résolut enfin de se rendre avec cinq Capitaines, cinq Lieutenans, & trois cens Soldats François la plupart Grenadiers, entre lesquels étoient quelques Espagnols, deux cens cinquante Mantouans des Milices du País sous le Comte Spolverini, & quelques Officiers du Duc de Mantouë. Le commandant François, tous les Officiers & Soldats furent envoyez à Trente en qualité de prisonniers de guerre; les Mantouïens doivent être traités comme Rebelles. Cette Place, qui à cause de sa situation est estimée importante, fut pillée, & les maisons furent destinées à servir de logement aux troupes Impériales. Le 4. on s'arrêta près de la Place qu'on venoit de prendre pour reconnoître le País, on y jeta un Pont, & on en commença d'autres pour faire passer les partis & mettre le país sous contribution. L'Ajulant Général Davia ramena ce jour-là au Camp un Officier Irlandois & quelques Cavaliers; on aprit que le Colonel Paul Diack retournant à l'armée avec deux Capitaines, l'un d'Infanterie, l'autre de Cavalerie, un Lieutenant, un Trompette, plusieurs Chariots d'un Convoi, quantité de chevaux, Mulets, bœufs & bestiaux pris sur les François, avoit été rencontré par un gros parti de ces derniers & contraint d'abandonner sa prise & de passer ses prison-

sonniers au fil de l'épée pour se retirer en sûreté; ce qu'il avoit fait avec beaucoup de peine le même jour, sur l'avis que les François avoient ordonné aux habitans du territoire de Cremona dans le voisinage des Impériaux d'abandonner leurs demeures, & de se sauver à Cremona avec tous leurs effets, le Prince Eugene les fit sommer de rester sur peine de la vie & de sacagement de leurs biens.

Le 5. le même Prince alla reconnoître Marcaria, & le Baron de Selb avec cinq cens Chevaux occupa les avenues, pour empêcher la Garnison d'en sortir. On somma la Place de se rendre, mais elle refusa de le faire. Le Général Palfi fut détaché avec trois cens Chevaux pour aller reconnoître les Postes de Gozolo, & de la Tour d'Oglio, où les François faisoient jeter deux Ponts. Le 6 les Regimens de Mansfeld & de Staremburg Infanterie, & celui de Dragons de Serin marcherent devant Marcaria avec six pieces de Campagne & forcerent la Garnison de se rendre à discretion. Elle étoit de soixante quinze hommes, outre les Milices du País, sous un Capitaine & un Lieutenant François. Des Païsans se rendirent Maîtres de la porte de Rodoleseo, & ayant reçu un renfort de quelques Dragons du Général de Vaubonne ils contraignirent aussi la Garnison de se rendre à discretion; elle étoit de quarante neuf hommes sous un Capitaine

Mantolian, & un Lieutenant François.

Le 7. sur la Nouvelle que les François avoient abandonné Castelluccio & Piobega, on détacha trois cens Chevaux pour occuper cette première Place, & on mit dans la dernière quatre vingt hommes de la Garnison de Castell Guifré. Le lendemain le Prince Eugene alla reconnoître les deux Ponts des François sur l'Oglio; le premier n'étoit pas loin du Quartier Général des Impériaux & n'étoit point gardé. On y posa une Garde de Dragons, & le Comte de Breiner s'étant avancé pour reconnoître de plus près, fut tué d'un coup de Mousquet tiré du Château de Gozolo. L'autre Pont, qui étoit près de la Tour d'Oglio étoit défendu par une bonne Redoute garnie de troupes, & de munitions. C'est pourquoi on commanda le Général Daun avec un Bataillon de Mansfeld, une Compagnie de Grenadiers, quelque Cavalerie & quatre pieces de canon pour attaquer cette Redoute, qui fut emportée vers le soir. Le Général Bagni marcha avec son Regiment vers S. Michiele, & le Baron de Merci vers Borgo Forte à la tête de trois cens Chevaux, dont il posta une partie près de Fossa-Mantüana pour assurer sa retraite. S'étant avancé avec cent quatre vingt dix Chevaux, il rencontra six Escadrons des François qu'il poussa plus d'un mille. Il tua dix à douze Officiers, près de quatre vingt Soldats, &

fit

fit plusieurs prisonniers. Mais comme il eut cessé de poursuivre, il tomba dans un gros de Grenadiers François, pendant que les gens étoient dispersés d'un côté & d'autre & s'amusoient au pillage. Il fut repoussé à son tour près de cent pas, & son cheval s'étant abatu il fut fait prisonnier, n'ayant perdu qu'un Capitaine, un Lieutenant, & environ trente Soldats. On eut avis ce jour là, que le Prince de Commerci, qui avoit son Corps à Provegiano pour assurer le transport des provisions à l'armée, & attendre la grosse Artillerie qui venoit du Tirol, avoit pris un Capitaine François & fait cinquante prisonniers.

Le 10. on envoya ordre au Comte Palfi de marcher vers Borgo Forte avec un Regiment de Cavalerie; & le Général de Vaubonne eut le même ordre d'y marcher avec quelque Infanterie. La Place fut forcée de se rendre, & on rappella les habitants qui s'étoient sauvés pour la plupart, mais qui retournèrent, sous promesse qu'il ne leur seroit fait aucun tort. Ils ramenèrent vingt six bateaux que le Prince Eugene fit servir à jeter un pont sur le Pô. Le 11. on reçut la nouvelle qu'un Capitaine de Nigrelli avoit batu un Convoi des François, tué quelques hommes, pris quelques bestiaux, ruiné cinquante Chariots chargez de farines, & que le Général de Vaubonne avoit pris possession

B 4

tion

sion de Governello, & occupé le Pont que les Alliez avoient sur le Mincio; que le Prince de Commerci avoit mis Garnison à Ostiglia & Ponte-Molino; le Général Palfi à Cortotone; & que les François n'avoient d'autres Postes dans le Mantouïan que la Capitale du Pais & Goito, qui étoient même investis. On receut avis en même temps que le Duc de Mantouë s'étoit retiré à Casal. Le 13. les Regimens de Starenbourg, de Daun, de Savoye & de Vaudemont furent commandez pour aller occuper Guastalla, où ils entrèrent le lendemain, ce qui fait que le Prince Eugene a trouvé une grande facilité à étendre ses quartiers dans le Modenois.

Les Imperiaux qui avoient passé le Pô, se presenterent le 22. du même mois de Decembre devant la Mirandole. où il y avoit Garnison Françoisse & Espagnolle. Ils sommerent d'abord la Place de se rendre, offrant à la Princesse un Passeport si elle vouloit se retirer ailleurs, & de laisser sortir la Garnison avec armes & bagage, si elle acceptoit l'offre sur le champ. La Princesse fit difficulté d'y consentir, de même que le Commandant François, & les autres Officiers: mais sur le murmure des habitans & des Païsans, qui déclarerent hautement qu'ils ne vouloient pas attendre d'y être forcez, il fallut plier: de sorte que le 24. les Imperiaux entrèrent dans la Ville; & la Garnison en sortit pour être

être conduite par le Modenois au quartier Général des Alliez à Casal Maggiore. Il y avoit, outre M. de la Citardie, Commandant, un Colonel Espagnol, trente Officiers, & trois cens soixante seize Soldats. Mais dans le temps que ces troupes sortoient les Imperiaux ayant offert passeport à ceux qui voudroient rester, il y en eut quatre vingts dix-neuf qui l'accepterent, scavoir vingt François, & tous les Espagnols & Napolitains, excepté dix. Cette Place est forte & de bonne défense. On y a trouvé quantité de farines, de ris & d'autres provisions, trois cens trente trois barils de poudre, deux cens fusils, neuf cens Palissades, & trente trois canons grands ou petits. Les troupes de l'Empereur ont coupé la communication de Goeto avec Mantouë, & cette dernière Place est tellement investie que rien absolument n'y peut entrer. La Garnison manquant d'argent, & on est obligé pour le payement des troupes de leur distribuer des vivres. On dit que le Prince Eugene de Savoye y a fait jeter quelques Bombes pour la disposer à se rendre, & qu'il n'attend qu'un ordre exprès de l'Empereur pour la bombarder tout de bon. Il y a dans cette Ville & Goito dix-sept Bataillons François, & un Regiment de Cavalerie Espagnolle. M. d'Albergottia été receu dans le Parmesan avec trois cens hommes de troupes Françoises, mais le

Duc de Modene est demeuré ferme à refuser la Place de Bercello au Maréchal de Villeroi. On ne doute pas que le Prince Eugene de Savoye n'envoye quelques gros détachemens dans le Royaume de Naples, où il y a apparence qu'ils seront bien reçus. Le renfort des troupes que le Roi de France envoie en Italie est considerable, mais il n'y scauoit arriver que dans le mois de Mars, & dans ce temps-là le Prince Eugene recevra aussi de nouvelles troupes, outre les dernières qu'il a reçues au nombre de douze mille hommes & quatorze barques chargées d'Artillerie & de Munitions de guerre. Le Comte de Tessé & M. de Zurlaube se sont jettés dans Mantouie.

IV. Le Duc de Savoye arriva à Turin le 26. de Decembre. le 29. il fit la Cérémonie de donner le Cordon de l'Annonciade au Marquis de Prié. Il a donné des ordres pour faire des recrues dans tous ses Etats, afin d'avoir ses troupes complètes au Printemps. mais les Sujets de son Altesse Royale sont si allarmés, que la levée de ces recrues ne se feront qu'avec beaucoup de peine. Il est défendu dans tout le Piemont & la Savoye de parler des progrès des Imperiaux, mais ces défenses sont fort inutiles. On y sçait à peu près tout ce qui se passe en Italie, & c'est par les lettres de Turin qu'on a

après

après qu'il y a quelque temps qu'un parti Imperial surprit un Convoi François qui conduisoit cent cinquante malades qui étoient restés à Soncino & que l'on ramenoit au quartier général; que les Imperiaux firent main basse, non seulement sur l'escorte qui étoit de quatre vingts hommes, mais aussi sur tous ces malades, qui commençoient à se remettre un peu. On a appris par la même voye que les Imperiaux ont bombardé le Campement du Marquis de Crequi & l'ont obligé de se retirer.

Reflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.

L Es François qui sont à Rome se moquent fort le jour de S. Leopold du portrait de l'Archiduc Charles, qui fut exposé dans l'Eglise Allemande tel qu'on représente les Rois d'Espagne. Ils ne manquent pas de dire que ce n'étoit qu'un Roi en peinture & autres quolibots semblables qui se peuvent dire en de pareilles occasions. Mais les Romains desintéressés en jugeront autrement. Ils conjecturerent que puisque les Ministres

B 6

de

de l'Empereur avoient bien voulu exposer le portrait de ce Prince en Mantéau Royal, l'épée à la main, ayant à coté un Sceptre & une Couronne, il falloit que la Cour de Vienne ne desespérât pas tout à fait de le voir Couronné un jour, & qu'elle se sentoit en état de faire valoir par les armes ses prétentions sur la Couronne d'Espagne ou sur quelques uns des Royaumes de cette vaste Monarchie.

En effet, de la maniere dont les choses se passent en Italie, Sa Majesté Imperiale à lieu de se flater, que le Milanéz & les Royaumes de Naples & de Sicile pourroient bien échoir à l'Archiduc son fils. Les progrez des troupes que commande le Prince Eugene de Savoye semblent promettre à la Cour de Vienne qu'elle ne se repaîtra pas toujours de peintures, & que ce n'aura pas été en vain qu'avec les ornemens Royaux on a représenté le Prince Imp. avec une épée à la main.

Quoi qu'il en soit, jusques à présent Philippe V. n'est pas plus en droit de se dire Duc de Milan & Roi de Naples & de Sicile que l'Archiduc Charles; le procès n'est pas encore vuide. Le Duché de Milan & ces deux Royaumes appartiendront à celui qui se-

ra

ra le plus fort en Italie, & on ne void pas encore que ce soient les troupes auxiliaires de France qui y soient les plus fortes.

D'ailleurs, à l'égard de Naples & de Sicile, ni Philippe V. ni l'Archiduc d'Autriche n'ont à proprement parler aucun droit de s'en dire Rois que le Pape ne leur ait accordé l'Investiture de ces Royaumes, & le Pape n'est déterminé encore, ni pour l'un ni pour l'autre. Il attend toujours que la Maison d'Autriche & celle de Bourbon s'acomoderont : & comme jusques ici il est probable, que par un acomodement, ou par la force des armes quelques uns des Royaumes de la Monarchie Espagnolle tomberont dans la Maison de l'Empereur, il n'est pas plus ridicule de peindre l'Archiduc Charles en Roi d'Espagne, qu'il l'est de faire mourir à Naples comme des sujets rebelles, des Grands qui ne veulent pas reconnoître Philippe V. que le S. Pere ne l'ait investi de ce Royaume.

II. Le Duc de Médina Celi, qui void bien l'irregularité de ces procédures, pour ne dire rien d'avantage, & qui appréhende ou quelque nouveau soulèvement, ou quelque invasion

B 7

sion

sion de la part des troupes du Prince Eugene, a demandé son rapel en homme sage. Il va jouir à Madrid d'un repos qu'il ne lui est plus permis de goûter dans la Viceroyauté, chargé comme il est de la haine du Peuple & de la Noblesse. Quelque puissante que soit la France, il ne se croit pas en sûreté sous la protection de cette Couronne au milieu de ses Gardes & des troupes que lui a amenées le Comte d'Etrées. L'exemple du Duc de Mantoue lui fait peur. Il renonce à la gloire qu'il pourroit acquerir en appaisant des soulèvemens, ou en faisant tête aux Imperiaux, c'est une gloire qu'il laisse à un autre; il y a moins à risquer pour lui dans la Présidence du Conseil des Indes.

Ce rapel du Duc de Medina-Celi n'encourage pas peu au reste les Partisans de l'Empereur. Ils voyent bien ce qui en est, car enfin il faudroit qu'ils se fersassent volontairement les yeux s'ils ne s'apercevoient point que le Viceroy de Naples n'a demandé de se retirer à Madrid, que parce qu'il void bien que les troupes de France seront dans l'impuissance de s'opposer à l'entrée des Imperiales dans le Royaume de Naples, si le Prince Eugene

ne de Savoye se soutient tant soit peu en Italie.

NOUVELLES D'ALLE- MAGNE, ET DE SUISSE.

I. **L'**Empereur a fait renforcer les Frontieres de Hongrie du côté de Turquie, à cause qu'on a eu avis à la Cour de Vienne, qu'il étoit arrivé quelques troupes de Janissaires de ce côté-là. On continuë toujours de dire que le Roi des Romains commandera sur le Rhin la Campagne prochaine, & les ordres ont été donnez pour augmenter les Gardes du Corps de ce Prince. Sa Majesté Imperiale doit augmenter considerablement ses troupes, & on doit envoyer encore dix ou douze mille hommes en Italie. Par un Traité conclu avec le Roi de Pologne, Sa Majesté Polonoise doit fournir à l'Empereur six mille hommes, & on dit que le Roi de Prusse, le Duc de Zell, l'Electeur de Hannover & quelques autres Princes sont entrez dans le Traité de la grande Alliance, qui fut conclu, il y a quelques mois entre Sa Majesté Im-

Mercuré Historique
Imperiale, le Roi d'Angleterre & la Hollande.

Le Capitaine Lehman qui avoit contribué à l'évasion du Prince Ragotzi, fut executé à Neustat le 24. Decembre dernier. Il eut la tête tranchée, son corps fut écartelé ensuite, & exposé en quatre quartiers sur les principales avenues de la Ville. Un Lieutenant qui avoit introduit auprès de ce Prince la Princesse son Epouse déguisée en Lavandiere, eut son épée cassée sur l'Echafaut. Il fut condamné à six ans de prison dans Raab, & après cela à être banni à perpetuité des Etats Héritaires de Sa Majesté Imperiale.

II. On a été long tems en doute si le Baron de Mean, Grand Doyen du Chapitre de Liege, avoit été arrêté par le commandement de la Cour de France, ou par ordre de l'Electeur de Cologne. Mais toutes les lettres de France portent que c'a été par ordre de Son Altesse Electorale. Toutes ces lettres s'accordent à dire, que ce Baron & son frere, & quelques autres Chanoines avoient ordonné aux Commandans des Châteaux d'Huy & de Stokeim de fermer les portes aux troupes Bourguignonnes,

&

& de faire feu sur elles, & que sur cela Son Altesse Electorale avoit ordonné d'arrêter le Doyen & son frere, afin que cet exemple servit à contenir le Chapitre dans son devoir. Ce Prince a écrit une lettre à l'Empereur pour lui représenter les raisons qu'il a eues d'introduire dans ses Etats des troupes Françoises, mais Sa Majesté Imperiale n'en a pas été satisfaite, comme on peut bien se l'imaginer. Elle lui a répondu d'une maniere fort menaçante, & il court un bruit que Son Altesse Electorale sera citée au Ban de l'Empire.

Quoi qu'il en soit Son Altesse Electorale a rempli de troupes Françoises toutes les Places de son Electorat où elle en a pu introduire, & ces troupes y font de grands desordres. On assure que les François tirent plus de contributions & de rations que les Electeurs n'en ont jamais tiré. L'Electeur leur a permis de se loger dans les Abbayes de Willich & de Rheindorf, ce qu'on regarde comme fort extraordinaire. Son Altesse Electorale faisoit travailler à un Fort vis-à-vis de Bonn, mais sur des depêches qu'elle receut de France elle le fit démolir; ce n'a été néanmoins que pour en

con-

construire un autre sur une nouveau plan.

Outre les cinq Regimens Hollandois qui étoient entrez dans Cologne, il y entra le 15. de Decembre un Bataillon des troupes du Roi de Prusse. Depuis il y est entré plusieurs autres Regimens, & il y en a plusieurs autres tant Cavalerie que d'Infanterie qui sont à portée d'y entrer, en cas qu'on le juge nécessaire. Ces sont des troupes des Etats Généraux, du Roi de Prusse, du Landgrave de Hesse, & de l'Evêque de Munster qui s'est déclaré hautement pour l'Empereur.

On arrêta il y a quelque temps à Dusseldorp quarante-quatre Bateaux François venant de Metz, & allant à Keyferswert & Rhimberg. On commença d'abord à les décharger, & l'on y trouva tout ce qui étoit nécessaire pour dresser un Pont de bateaux. Des Officiers François s'y rendirent de Nuis & de Bonn pour les réclamer, & ils eurent pour réponse que Son Altesse Electorale Palatine en avoit écrit à l'Empereur, & qu'il falloit attendre ce qu'il répondroit. On a sçû depuis que ces bateaux ont été confisquez avec leur charge, qui est estimée cent mille écus, y ayant, outre le bois pour dresser

dresser un pont, une grande quantité de munitions de guerre. Quarante autres Vaisseaux François chargez de poudre & de munitions, qui descendoient de la Mozelle furent arrêtez par les glaces près de Mont-Royal, mais on doute qu'ils puissent passer sans avoir la destinée des autres, parce que les troupes Palatines ont planté du Canon à Coblents pour leur disputer le passage.

Le Cardinal de Lamberg, Premier Commissaire de l'Empereur à la Diète de Ratisbonne, arriva dans cette Ville le 24. de Novembre. Il fit le dernier du même mois son Entrée Publique, mais il n'a pas reçu la Députation des Collèges pour le complimenter, parce qu'il survint quelques contestations sur le Cérémoniel avec les Députés des Princes Protestans & de quelques autres. Il partit le 14. de Decembre pour aller passer les Fêtes à Passau, d'où il est attendu tous les jours. On dit que le Commissaire de Leurs Hautes Puissances a été revêtu du Caractère d'Envoyé Extraordinaire.

L'Archevêque de Saltzbourg, du consentement de l'Empereur, a institué un Ordre de Chevalerie sous le nom

nom de S. Rupert, qui a été le premier Evêque de cette Ville-là.

Les troupes de Wolfenbutel ont été en mouvement vers le commencement de ce mois, & comme on croyoit qu'elles avoient dessein d'entrer dans le Pais d'Heidelberg, l'Electeur de Hannover fit marcher des troupes pour les observer. Il court un bruit que l'Electeur de Baviere fait plusieurs preparatifs de guerre; qu'il a ordonné une fonte d'Artillerie, outre un grand nombre de gros Canons & Mortiers qu'il fait tirer de ses Arsenaux. On ajoûte que ses troupes ont reçu ordre de se tenir prêtes à marcher au commencement du mois prochain, ce qui donne lieu à faire bien des réflexions, parce qu'on ne sçait pas précisément quel parti ce Prince prendra, ne s'étant pas encore déclaré ouvertement. Sur cela six Regimens de Hongrie ont eu ordre de s'avancer vers les Frontieres de Baviere.

Les Députés du Cercle du Haut Rhin doivent se rassembler, & ils le sont apparemment à l'heure présente, pour continuer leurs deliberations sur les moyens d'augmenter leurs troupes & de fournir à leur entretien.

Sui-

Suivant les avis du Rhin les forces Imperiales, y compris celles de quelques Cercles, montent à soixante seize Bataillons & cinquante-sept Escadrons, ce qui fait en tout 45520. hommes d'Infanterie & 8100. de Cavalerie. Le Roi de Prusse leve 20000. hommes.

III. L'Envoyé Extraordinaire d'Angleterre en Suisse, presenta dernièrement aux Cantons une Réponse au Memoire Circulaire envoyé de la part du Roi Très-Chrétien dans les Cours Etrangères, au sujet de la reconnaissance du Prince de Galles en qualité de Roi de la Grand' Bretagne. * On sera bien-aîsé de trouver ici cette Piece.

Réponse de M. de Hervart, Envoyé d'Angleterre en Suisse, au Memoire du Roi de France, concernant les raisons qui l'ont engagé à reconnoître le Prince de Galles pour Roi de la Grand' Bretagne.

Louables & Puissans Seigneurs,
Je n'ai pû apprendre sans le plus grand étonnement du monde, que dans le

Mé-
* Ce Memoire du Roi de France se peut lire dans le *Mercuré Historique* du mois d'Octobre dernier, pag. 416.

Mémoire que l'Ambassadeur de France vous envoya le 19 Octobre avec la lettre y jointe, il soit fait mention d'un espèce de justification que le Roi son Maître avoit faite sur la reconnaissance du prétendu Prince de Galles pour Roi de la Grande Bretagne. Mais l'on a encore plus grande raison de s'étonner que l'on veuille vous faire considérer le juste ressentiment de S. M. B. pour un prétexte frivole de rupture, & attribuer à Sa dite Majesté des intentions peu convenables au panchant qu'Elle a pour la Paix. Je ne m'amuserai pas à rapporter les expressions dont on s'est servi, mais je ne sçaurois m'empêcher de vous dire, que l'Europe seroit beaucoup plus heureuse & plus tranquille, s'il y avoit une plus grande conformité de sentimens entre les Rois de la Grande Bretagne & de France; pour cet effet, si on vouloit vous donner une juste idée des sentimens de l'un & de l'autre, il n'y auroit qu'à faire quelques réflexions sur quelques-unes des principales suites du Traité de Ryfwyck. Mais il n'est pas nécessaire de vous faire ressouvenir de choses qui vous sont entièrement connues, & dans lesquelles on a voulu vous intéresser. Je passe donc aux principales raisons dont on s'est servi dans le Mémoire pour autoriser la reconnaissance du prétendu Prince de Galles, que l'on pourroit, avec un très bon fondement, faire passer pour frivole. Premie-

re.

rement, on dit que ce que la Cour de France avoit déjà fait en faveur du Roi Jaques; a ôté tout sujet de soupçon & de plainte au regard de ce qu'on vient de faire pour le prétendu Prince de Galles. Secondement, on soutient que par cette reconnaissance on ne contrevient nullement au Traité de Ryfwyck que l'on dit vouloir observer exactement & ponctuellement. Enfin, l'on allégué quelques exemples comme des instances pour faire approuver cette reconnaissance. J'ose, Messieurs, me flatter, que ces foibles raisonnemens ne seront pas capables de faire sur vous la moindre impression, & que cette dernière démarche de la Cour de France devant généralement être désapprouvée, principalement par les Louables Cantons & leurs Alliez, qui ont tous reconnu S. M. pour légitime Roi de la G. Bretagne, & qui ont reçu diverses marques de son affection, sera aussi rejetée par eux. Il est vrai que S. M. ne s'est point formalisée, & ne s'est pas voulu plaindre que le feu Roi Jaques ait passé à la Cour de France pour Roi de la G. Bretagne, depuis son abdication, vu que la possession de cette Couronne qu'il avoit eue sembloit lui permettre en quelque façon d'en conserver le titre sa vie durant. Mais ce Prince étant mort, S. M. B. n'a pu apprendre, sans un extrême ressentiment, que le Roi de France ait déclaré & reconnu le prétendu Prince.

Prince de Galles pour Roi d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, & lui ait rendu des honneurs convenables à cette qualité. Cette conduite qui est si injurieuse à S. M. à toute la Nation Angloise, & à tous les Souverains, & si contraire à différens engagements dans lesquels le Roi T. C. est entré avec Elle, ne lui a pas permis de tenir plus long temps un Ambassadeur auprès de lui, puis que par une action de tant de bruit & de si grande conséquence, il a donné à connoître le peu de considération qu'il avoit pour S. M. Je n'ai que faire, Messieurs, d'approcher, connoissant la pénétration de votre jugement, que l'on puisse vous faire voir que cette reconnaissance du prétendu Prince de Galles soit compatible avec le Traité de de Ryfwyck, & avec la déclaration formelle que L. M. y font, de vouloir entretenir ensemble une Paix éternelle & une sincère amitié, & de faire de part & d'autre, tout ce qui pourroit tendre au bien, à l'honneur, & à l'avantage de l'un & de l'autre, avec promesse positive dans le 4. article, que le Roi T. C. ne troublera, ni n'inquiétera en aucune manière S. M. dans la possession de ses Royaumes; & n'aidera, ou ne favorisera qui que ce puisse être qui voudra la troubler dans cette possession. Comment pourroit-on faire accroire à des gens, pour peu qu'ils soient éclairés, & qu'ils ne soient pas préoccupés,

pez, qu'en reconnoissant le prétendu Prince de Galles pour Roi de la G. Bretagne, qui par les Loix & les Réglemens d'Angleterre, par sa naissance, par le Roi Jaques, de droit, ou de fait, n'auroient jamais pû espérer de posséder un tel titre, on eût eu dessein par là de contribuer beaucoup à l'honneur & à l'avantage de S. M. & que l'on voulut suivre sincèrement l'engagement dans lequel on est entré, de ne favoriser en aucune manière celui qui voudroit le moins du monde faire tort à sa Dignité Royale. Il faut véritablement avoir bien mauvaise opinion du Peuple, & abuser d'une manière surprenante de sa credulité, pour vouloir lui insinuer un paradoxe si extraordinaire. Les exemples allégués dans le Mémoire de l'Ambassadeur de France, & tirez de ce que les Rois T. C. ont fait envers ceux de Naples & quelques autres, ont si peu de rapport qu'on a même été obligé d'en reconnoître l'inutilité dans le Mémoire. En effet comme l'on est présentement en dispute sur ce que la France même vient de faire, les exemples de ce que les précédens Rois de France ont mis en pratique ne sont pas capables d'autoriser l'affaire en question. Car il en est de cela comme d'une personne qui veut juger de sa propre cause; il est sans doute que ce jugement sera rejeté par tout Juge équitable. De plus si l'on veut bien considérer les exemples qui sont dans l'Histoire,

re, l'on trouvera que les Rois de Naples étoient de la même Maison que les Princes de France, avec lesquels ils étoient dans une si étroite union qu'il n'y avoit pas lieu de s'étonner, si après avoir été dépossédé par les armes d'un Ennemi plus puissant ou plus heureux, il ont consenti à leur laisser porter leur vie durant, ou jusqu'à une Paix, les titres des Royaumes qu'ils avoient perdus. Et l'on peut dire à peu près la même chose des Rois de Navarre: Il est étonnant que l'on veuille alléguer comme un exemple ce qui est arrivé au sujet des Rois de Pologne: Car il n'y a qu'à lire le Traité d'Oliva du 3. Mai 1660. conclu entre les Rois de Suède & de Pologne par la Médiation même de la France, pour voir que dans le 3. article & autres, l'on est expressément convenu que le Roi Casimir ne garderoit le titre de Roi de Suède que pour sa vie, mais qu'aucun de ses descendans ne pourroit s'en approprier. L'on pourroit facilement tirer d'ici des conséquences avantageuses pour le cas présent, & l'on pourroit faire voir sans peine que ce qui est arrivé à l'égard de la Suède, ne convient point du tout ici: Mais comme cela seroit d'une trop grande étendue, & que c'est ce que j'évite, je me contenterai de ce qui est déjà dit: Ce qui est suffisant pour faire voir le peu de raison que les Ministres de la Cour de France ont de s'imaginer que le Monde approuve-

ra

ra sa conduite en cette conjoncture; je suis ravi de retrouver l'occasion de vous assurer de l'entière sincérité avec laquelle je desirerai vous servir.

Hervart, Baron de Hunningen.

Les Députés des principaux Cantons Catholiques Romains s'assemblerent le mois dernier à Lucerne, mais on ne dit pas quel fut le motif de cette Assemblée. Le Marquis de Puiseux Ambassadeur du Roi Très-Chrétien les sollicite fort, sur tout, ceux qui sont en Alliance avec le Milanez, à se déclarer en faveur du Roi d'Espagne. Le Comte de Trautmansdorf, Ambassadeur de l'Empereur tâche de son côté à les engager dans le parti de Sa Majesté Imperiale; il leur écrivit dernièrement à ce sujet la lettre suivante.

C 2

Let.

*Lettre de l'Ambassadeur de Sa Majesté
Imperiale en Suisse aux Cantons Ca-
tholiques Romains écrite à Bade le 18.
Decembre 1701.*

*Estimables, Nobles, Exactis, Ver-
tueux, Prudens, Sages & Honnora-
bles Seigneurs.*

LA maniere avec laquelle les véritables Allemands se distinguent de toutes les autres Nations en gardant leur parole, est une chose si connue, que de temps immémorial cela est passé en Proverbe, & se trouve confirmé à leur gloire immortelle dans toutes les Histoires tant anciennes que modernes. Quoi que M. l'Ambassadeur de France fasse entendre présentement aux Loüables Cantons Catholiques qui sont en Alliance avec Milan, que les propositions que je leur ai faites ne tendent qu'à les amuser & à les détourner du véritable chemin qu'ils doivent prendre pour travailler à l'avancement & au bien de leur Patrie; j'ai néanmoins une grande confiance en la prudence avec laquelle ils ont si glorieusement agi jusqu'à présent, que ces artifices trouveront d'autant moins d'entrée dans leur esprit, que chacun est persuadé de la délicatesse de conscience avec laquelle mon Illustre & Glorieux Empe-

pereur, mon Roi, mon Prince & mon Seigneur fait inviolablement observer les Traitez & les Alliances. Ce qui vient de se passer fraîchement fait assez connoître au contraire, que la France ne s'engage à tenir les Traitez de Paix, qu'autant que son ambition demesurée le trouve utile. A l'égard des offres que cette Couronne a faites aux Loüables Cantons, ils savent bien eux mêmes qu'elle leur doit déjà beaucoup plus, que les grandes dettes qu'elle a contractées & la rareté d'argent où elle est ne lui permettent de payer. Ainsi il vaudroit mieux qu'elle acquitât les ar-rerages des pensions qui sont montées à des Millions entiers, & qui n'ont été que trop gagnées par tant de sang de ceux de votre Nation répandu; il vaudroit mieux qu'elle acquitât l'argent emprunté dont à peine paye-t-elle l'intérêt, à cause du mauvais état où chacun sçait que sont ses affaires, que de se servir des voyes dont elle se sert pour mettre Vos Seigneuries dans le plus grand peril où elles se soient jamais trouvées. Les malheureux succez de Jacques II. Roid'Angleterre mort depuis peu à Paris, & ceux de Mahomet, Empereur des Tures, qui fut déposé, prouvent suffisamment la mauvaise fin de ceux qui se laissent séduire par cette Couronne: & en cela le glorieux aveu fait ouvertement par le Pontife de Rome Alexandre, VIII. au lit de la mort devroit servir d'un éternel exem-
C 3 ple.

On peut avancer avec certitude, qu'il ne se trouvera qui que ce soit qui aimera véritablement sa Patrie, qui ne reconnoisse que la conduite presente de la Maison de Bourbon ne tend qu'à reduire dans un hon-teux esclavage tant ses propres Sujets que toute l'Europe. C'est ce qui fait qu'étant fondé sur la connoissance certaine des choses, je renouvelle mes instances précédentes, ne doutant point que Vos Seigneuries ne prennent à cœur le repos de leur Etat, & qu'elles ne refusent toute entrée aux flatteries trompeuses de la France qui ne tendent à autre fin qu'à opprimer toute liberté. Je sçai bien que Vos Seigneuries ne sçau-roient prendre là-dessus des mesures certaines dans la presente Assemblée, mais je leur demande que dans la prochaine Diète générale leurs Députez paroissent avec des Instructions suffisantes & un plein-pouvoir d'en venir à une fin qui soit favorable à l'Allemagne. Je vous recommande cependant en la protection du Très-Haut, étant, Très-Honnorables Seigneurs, vôtre très humble Serviteur.

François Ebeureich, Comte de Trautman-dorf.

IV. Il y a quelque temps qu'on écrivit de Vienne qu'il étoit arrivé un nouvel incendie à Andrinople, qui con-

suma dans l'espace de treize heures plus de trois mille maisons, trois Eglises des Grecs, neuf Mosquées, trois Synagogues, l'Hôtel du Ministre de Raguse, la Prison & un très grand nombre de Boutiques remplies de très riches Marchandises. Ces mêmes lettres ajoutaient que les Arabes s'étoient rendus Maîtres de Bassora, & qu'ils étoient devant Babilone.

J'ajouterai la Piece qu'on va voir, avant que de passer plus avant.

Mandement de Sa Majesté Imperiale contre l'Electeur de Cologne.

L Eopol, par la grace de Dieu, Empereur des Romains. Comme le présent Archevêque & Electeur de Cologne s'est laissé séduire par les Conseils des perturbateurs du repos public, jusqu'à livrer son Electorat de Cologne & Pais de Liege à une Puissance étrangère, & même à vouloir faire enlever, & tenir en arrêt quelques Capitulaires dudit Archevêché de Cologne; & étant du devoir de notre charge de défendre & de protéger chacun des Etats de l'Empire contre toutes sortes d'oppression: A ces causes & autres à ce nous mouvans, sçavoir fai-

sons & déclarons en vertu des Presentes à tous & une chacun, que nous avons pris & prenons en nôtre particuliere protection & sauvegarde & du St. Empire, les Capitulaires de Cologne en général & en particulier, leurs biens & autres choses à eux appartenans. Faisons très expresse défenses à tous Electeurs, & notamment à celui de Cologne, & à tous Prelats & Seigneurs Ecclesiastiques, ou Seculiers, Comtes, Barons, Magistrats & autres, de faire, ni permettre être fait aucun tort ni empêchement auxdits Capitulaires de Cologne, ni en leurs biens, effets & telles choses semblables. Enjoignons au contraire de les faire joürir des Graces, Privileges, Suretez, droits, & autres Prerogatives dont jouissent ceux qui sont sous nôtre protection & du St. Empire, sous peine de nôtre indignation, & de mille Marcs d'Or d'amende. Donné en nôtre Ville de Vienne le 17. Decembre 1701. & de nôtre Regne le quarante sixieme. Signé Leopold, & plus bas, Visa, Kaunts.

Re-

Reflexions sur les Nouvelles d'Allemagne & de Suisse.

I. **L**n'y a gueres d'apparence qu'on craigne à la Cour de Vienne une irruption en Hongrie de la part des Turcs. La Porte Ottomane est trop épuisée de tout pour entreprendre une nouvelle guerre : & d'ailleurs elle sera assez ocupée à reduire les Rebelles d'Asie, s'il est vrai qu'ils ayent secoué le joug du Sultan & qu'ils soient en Campagne. Cependant comme l'Empereur ne se scauroit precautionner dans la conjoncture presente, il agit en Prince qui veut prevenir tout, lorsqu'il fait renforcer ses Frontieres de ce coté-là. On ne scauroit trop se défier d'un voisin qu'on a humilié, & auquel on ne manque pas, sans doute, de faire entendre qu'il pourroit bien se dédommager aujourd'hui des pertes de la dernière guerre.

On n'a garde de mettre devant les yeux de Sa Hauteffe l'exemple de celui de ses Predecesseurs dont le Comte de Truatmansdorf parle aux Cantons Catholiques Suisses; On n'a garde de
C s l'in-

l'informer que Sa Majesté Imperiale void dans ses intérêts des Puissances, qui seules pourroient tenir tête à ses ennemis; qu'elle conclut tous les jours de nouvelles Alliances, qu'elle se void à la veille de voir toute l'Europe dans son parti, si l'on en excepte quelque Princes qui ne se sont déclarés contre elle que par crainte & à contrecœur; qu'elle se void en état de se défendre sur le Rhin; & qu'elle peut envoyer des renforts en Italie pour achever ce que le Prince Eugene de Savoye y a si bien commencé; on n'a garde dis je, de lui faire scavoir toutes ces choses. Quoi qu'il en soit l'Empereur veut faire voir au Sultan que tout occupé qu'il est à soutenir ses intérêts contre deux Couronnes unies, & qu'il ait des troupes par tout, il lui en reste pourtant encore pour opposer aux Janissaires qu'il a envoyez vers la Hongrie.

L'Electeur de Cologne est menacé d'une destinée semblable à celle du Duc de Mantoue; on parle de le citer au Ban de l'Empire. Je ne sçai si S. A. Electorale a enfreint les Constitutions du Corps Germanique, en introduisant des troupes Françoises dans son Electorat de Cologne & dans

dans son Evêché de Liege: mais je sçai bien que si la guerre s'engage en Allemagne elle court grand risque d'être chassée de toutes ses Places comme le Duc de Mantoue l'est déjà de presque toutes les siennes.

Ce seroit au reste Son Altesse Electorale qu'il faudroit faire ressouvenir du sort du Roi Jaques & non les Suisses Catholiques, car il y a grande apparence qu'ils n'ont jamais eu la pensée de favoriser le Roi Très-Christien. Leur intérêt seroit bien de se déclarer pour sa Majesté Imperiale, mais ils n'en feront rien. Il n'en est pas des petites Republiques comme des grands Etats; la neutralité est le parti qu'elles doivent toujours prendre.

NOUVELLES DE FRANCE.

I. **L**E Roi Très-Christien régla le mois passé les dépenses de cette année; & les fonds que l'on doit lever pour y pourvoir montent à cent millions, outre ses revenus ordinaires. Ainsi on s'attend en France à plusieurs nouveaux Edits.

Il y avoit dès le mois dernier pour

trente six millions d'Espèces réformées à la Monnoye de Paris, cependant l'argent est toujours rare dans le Commerce dans cette Ville & dans les Provinces, & à un prix excessif. Les Officiers des Cours & Compagnies n'ayant pu payer la finance des Augmentations de Gages, qu'on les engage d'acquiescer pour entrer au Droit Annuel, cela donna lieu à un Arrêt du 6. Decembre portant ; *Que Sa Majesté étant informée que plusieurs Officiers, nonobstant les efforts qu'ils ont fait pour satisfaire au paiement de cette finance, se sont néanmoins trouvez dans l'impuissance de le faire, ce qui leur causeroit un prejudice considerable, s'il ne leur étoit accordé un nouveau délai. A quoi Sa Majesté desirant pourvoir, elle leur accorde ce délai jusqu'à la fin dudit mois de Decembre 1701.* Le 12. du même mois on régira au Parlement de Paris un Edit du Roi, par lequel les Officiers des Maréchaussées sont maintenus dans l'hérédité de leurs Offices, en payant la finance à laquelle ils seront taxez par les Rolles du Conseil : On publia au même temps un Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne que tous ceux qui ont des Offices de nouvelle creation, & qui n'ont pas

pas pris leurs Provisions encore, seront tenus de les prendre avant le commencement du mois d'Avril, faute de quoi ils seront supprimés. Le 14. on régira un nouvel Arrêt du même Conseil d'Etat portant prorogation des anciennes Espèces d'or & d'argent jusqu'à la fin du mois de Mars prochain.

Comme il y a un grand nombre d'Officiers qui ont quitté & quittent tous les jours les armées, sous prétexte des poursuites que les Traîtres font contre eux, on avoit fait publier quelques jours auparavant l'Arrêt qu'on va lire.

Arrêt du Roi de France en faveur des Officiers de ses armées, poursuivis comme faux Nobles.

Sur ce qui a été représenté au Roi dans son Conseil, que les poursuites qui se font contre plusieurs Officiers actuellement dans le service des troupes de Sa Majesté, à la requête des Commis & Préposés au recouvrement des Amendes encourues par ceux qui ont usurpé la qualité de Noble, obligent lesdits Officiers de demander des Congez pour pouvoir se défendre & se représenter aux Assignations qui leur sont données pardevant les Sieurs

Commissaires départis dans les Provinces à l'effet de justifier de leurs Titres. Sa Majesté voulant donner à ses Officiers des marques de la satisfaction qu'elle a de leurs services, & les mettre en état de les continuer sans être détournés; Ouy le rapport du Sieur Chamillart, Conseiller, &c. Sa Majesté en son Conseil, a accordé & acorde aux Officiers, qui sont actuellement dans le service, delai d'une année, à compter du jour & d'acte du présent Arrêt pour rapporter leurs Titres de Noblesse, pendant lequel temps veut Sa Majesté qu'il soit surcis à toutes poursuites faites, ou à faire contre eux pour raison de ce; Enjoint aux Sieurs Commissaires départis dans les Provinces de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'état du Roi tenu à Versailles le 10. Decembre 1701. Collationné, Signé, De Laistre.

Les diverses plaintes & remontrances qui ont été faites au sujet de la diminution du Commerce ont donné lieu à quelques nouveaux Réglemens pour y remédier. On a publié entre autres une Declaration du Roi portant, qu'à commencer du premier de ce mois, la visite & la marque des Chapeaux fabriquez dans le Royaume, ordonnées par l'Article premier

de l'Edit du mois d'Avril 1690. demeureront supprimées, avec défenses aux Fermiers de plus lever les droits de marque. Il y en a une autre pour supprimer le droit de fortie des Etofes d'or & de soye, & diminuer ceux de quelques autres Marchandises.

Tous les Corps des Arts & Métiers sont obligez de fournir des Soldats pour servir de recrues aux troupes du Roi. Voici l'Ordonnance.

Ordonnance pour obliger les Arts & Métiers de fournir des Soldats au Roi de France.

SA Majesté se trouvant obligée de songer aux moyens de faire rendre les Compagnies de son Infanterie Françoisse complètes du nombre d'hommes dont elles doivent être composées, pour être en état de bien servir la Campagne prochaine, & voulant éviter les plaintes qu'elle a reçues à l'occasion des levées qui se sont faites pendant les dernières Guerres de ce que quelques Officiers qui y étoient employez enrôloient par surprise ou par d'autres voyes défendues par ses Ordonnances, la plupart des Soldats qu'ils étoient obligez de lever, jusques là que souvent ils enlevoient des hommes qu'ils menoient par force à leurs Compagnies, d'où il arri-

voit

voit que les Laboureurs ne se trouvoient pas en seureté dans leur labeur, que les Marchez n'étoient plus libres & que les Artisans demeuroient dans une continuelle crainte d'être pris par lesdits Officiers, qui d'ailleurs engageoient de jeunes gens pour servir qui n'étoient pas encore en état de porter les armes, seulement afin de tirer de l'argent de leurs parens qui les viendroient reclamer; S. M. pour obvier à ces inconveniens dans l'occasion présente où il est important pour le rétablissement de ses Troupes de faire des levées considerables de Soldats, a jugé à propos d'en faire une en particulier pour celles qui en ont le plus besoin, afin que les Officiers des autres Troupes qui ont à faire des Recrues ne soient plus en si grand nombre, & se contiennent dans les voyes ordinaires & permises en travaillant ausdites Recrues; & desirant que cette levée particuliere qu'Elle a resoluë se fasse en diligence, & que les hommes qui s'y presenteront pour la servir y trouvent quelque avantage, soit parce qu'ils leur sera regulierement payé pour leur enrôlement, soit à l'égard du tems pour lequel ils s'engageront; S. M. a pour cette fin ordonné & ordonne que chaque Corps & Communauté de Marchands & Artisans de son Royaume & Pais de son obeissance, fournira un ou plusieurs Soldats à proportion de ses revenus Communs; & à l'égard de celles des-

dités Communautés dont les revenus sont entierement employez au payement des rentes annuelles qu'elles doivent pour les emprunts qu'elles ont ci-devant faits pour le service de S. M., au moyen des deniers qui proviendront des premieres receptions de Maîtres qui s'y feront, dont lesdites Communautés feront l'avance, desquels Soldats elles seront seulement obligées de payer la levée, S. M. voulant bien les faire habiller & armer, & pourvoir au payement de leur subsistance du jour de leur enrôlement.

S. M. après avoir pris connoissance du nombre & de la force desdites Communautés de Marchands & d'Artisans de chaque Ville en a fait expedier l'état qui sera joint à la Présente où elles sont mises par Provinces ou Generalitez, & où le nombre des Soldats que lesdites Communautés devront fournir est marqué; & S. M. ordonne que le Lieutenant General de Police de la bonne Ville de Paris, sera incessamment avertir les Communautés des Marchands & Artisans de ladite Ville du nombre des Soldats qu'elles devront fournir en conformité dudit état; & à l'égard des autres Villes qui y sont nommées, les Intendans des Generalitez & Provinces de son Royaume & de ses Provinces frontieres, manderont aussi tôt que la Présente leur aura été remise aux Officiers de Police d'avertir de même les Communautés des

Mar-

Marchands & Artisans établis dans lesdites Villes, de lever incessamment le nombre de Soldats qu'elles sont obligées de fournir suivant l'intention de S. M., & pour cette fin de faire afficher dans lesdites Villes que lesdites Communautés payeront, savoir, celles des plus grandes Villes jusques à cent livres; celles des Villes du second rang jusques à quatre-vingt livres; & celles des moindres Villes jusques à soixante livres pour enrôlement de chacun des Soldats qu'elles devront fournir, & qu'elles ont ordre de ne recevoir que ceux qui auront au moins cinq pieds de hauteur, qui seront au moins âgés de vingt-deux ans, & n'en auront pas plus de trente-cinq, & qui se trouveront en état de servir, n'ayant aucune incommodité qui les en puisse empêcher; Voulant S. M. que ces affiches soient intitulées de son nom, & qu'elles portent aussi que les enrôlemens qui seront faits en conséquence de la Présente, ne seront que pour trois ans, après lesquels ils sera donné congé absolu à ceux des Soldats qui seront ainsi enrôlez qui demanderont à se retirer.

Ordonne S. M. aux Subdeleguez des Intendans & aux Officiers de Police d'agir de concert à tout ce qui pourra contribuer au succès de ces levées, d'informer les Intendans de ce qui s'y avancera dans chaque Ville; & de défendre aux Soldats qui se seront enrôlez de s'en absenter sans leur per-

mission par écrit, & le consentement exprès de l'ancien Syndic, Prevôt, Garde ou Juré de la Communauté qui les aura engagez, à peine d'être traitez comme Deserteurs.

Veut S. M. que chacun desdits Soldats outre la somme qu'il aura reçue pour son enrôlement, soit payé par l'ordre de l'Intendant des deniers de l'Extraordinaire des Guerres, de quatre sols par jour pour sa subsistance, à compter de celui de son enrôlement, dont le billet demeurera entre les mains du Syndic, Prevôt, Garde ou Juré de la Communauté qui l'aura engagé, après avoir été paraphé par le Subdelegué de l'Intendant qui en tiendra un Registre, & aura soin d'en envoyer un état audit Intendant, informant lesd. Soldats que lors qu'ils auront joint les Compagnies pour lesquelles ils seront destinez, ils seront payez aussi des deniers de l'Extraordinaire des Guerres de la même solde que reçoivent ceux dont lesdites Compagnies sont composées, & qu'ils recevront aussi en y arrivant leur habillement & armement, que S. M. y a fait envoyer par avance.

S. M. fera rendre incessamment près desdits Intendans des Officiers qui seront détachez des Regimens pour lesquels ces Soldats seront levez, afin de les recevoir, les assembler & conduire auxdits Regimens, suivant les routes qu'Elle fera expedier pour

pour cette fin, & qu'Elle enverra ausdits Intendants, pour être par eux remises ausd. Officiers; voulant S. M. que jusques à ce que lesdits Soldats entrent sous le commandement desdits Officiers, dans la route de S. M., pour aller joindre le Régiment; Ils continuent d'être payez à ladite raison de quatre sols par jour des deniers de l'Extraordinaire des Guerres par les ordres desdits Intendants.

Ordonne S. M. qu'il sera aussi delivré par les Intendants ausdits Officiers qui se rendront près d'eux un rolle des Soldats dont ils devront être chargez, qu'ils conviendront avec eux des lieux où ils seront assemblez, & que s'il arrive qu'un Soldat manque à se rendre au lieu d'assemblée, l'Officier en écrira à l'Intendant ou à celui de ses Subdeleguez à qui il lui aura marqué de s'adresser, afin qu'il oblige la Communauté de Marchands ou Artisans qui aura enrôlé ledit Soldat, de le faire rendre incessamment audit lieu d'assemblée; & au cas qu'il y soit apporté quelque retardement, qu'il le fera savoir à l'Intendant ou à son Subdelegué en son absence, afin qu'il y soit pourveu, l'intention de S. M. étant que ceux desdits Soldats qui manqueront de se trouver au lieu d'assemblée qui leur aura été marqué, & le jour qui leur aura été ordonné soient punis comme Deserteurs.

Et pour empêcher que les Communau-

tez

rez n'envoyent au lieu d'assemblée aucun Soldat qui ne soit point d'âge, de taille, & en état de bien servir comme il est spécifié ci-dessus, Sa Majesté entend que lesdites Communautés fassent recevoir ceux qu'elles fourniront non seulement par les Subdeleguez des Intendants, mais encore autant qu'il se pourra par lesdits Officiers qui seront envoyez pour les recevoir & les conduire aux Régimens, auparavant que de les enrôler, S. M. entendant qu'après que lesdits Officiers auront reçu un Soldat ils ne puissent plus le refuser, à moins qu'ils n'y reconnoissent quelque defectuosité qui l'empêche de servir, dont ils ne se feroient point auparavant aperçus, & dont ils s'expliqueront par écrit dans l'avertissement qu'ils en donneront à l'Intendant ou à son Subdelegué pour y être pourveu.

Et afin que les Syndics, Prévôts, Gardes, & Jurez des Communautés de Marchands & Artisans ne puissent prendre aucune excuse d'avoir fourni un Soldat qui ne soit point de la qualité marquée ci-dessus, S. M. ordonne qu'ils ne pourront payer à ceux qu'ils engageront la somme entière qui leur aura été promise pour leur engagement qu'après qu'ils auront été agréés par le Subdelegué de l'Intendant ou par l'Officier de la Troupe où ils devront servir, & que cependant il ne leur soit pas libre de donner plus de douze livres à cha-

que

que Soldat par forme d'avance; S. M. entendant aussi qu'ils soient tenus de lui payer le surplus de ce qu'ils lui auront promis dès le jour même que le Subdélégué de l'Intendant ou l'Officier du Regiment l'aura agréé & reçu, après quoi la Communauté n'en sera plus responsable.

Ordonne S. M. que dans les Villes où le commerce & les métiers de toute qualité s'exercent confusément & sans distinction de Communauté, tous les Marchands & Artisans soient regardés comme s'ils n'en composoient qu'une, qui sera néanmoins obligée de fournir le nombre de Soldats spécifié dans l'état de S. M., & les Intendants auront soin, à l'égard de ces Villes-là, d'ordonner aux Officiers de Police d'assembler incessamment trente des plus notables Marchands & Artisans, pour élire en leur présence quatre Jurez qui s'emploieront à la levée desdits Soldats, en la manière que lesdits Intendants leur prescriront, prenant sur les deniers communs desdits Marchands & Artisans, s'il s'y en trouve, ce qu'il conviendra de payer ausdits Soldats, sinon lesdits Intendants ou leurs Subdéléguez ordonneront qu'à l'avenir nul ne pourra être admis pour faire aucun Commerce soit en gros ou en détail, ni exercer aucun métier dans lesdites Villes; qu'après avoir payé ausdits Jurez la somme qui sera arbitrée par l'Intendant

pour

pour le remboursement de celle qu'elle entend que les Marchands & Artisans déjà établis fournissent & avancent pour la levée desdits Soldats.

S. M. a bien voulu que les Villes qui sont peu considérables ne fussent pas comprises dans ledit état, cependant elle entend que si les Intendants jugent que les Marchands & Artisans d'aucunes desdites Villes puissent fournir quelques Soldats, lesdits Intendants les y obligent à proportion de ce que ceux des autres Villes fourniront.

Veut S. M. que s'il arrive qu'aucun desdits Soldats enrollez par des Communautés des Marchands & Artisans deserte, soit pendant la route ou après qu'il sera arrivé au Regiment où il devra servir, & qu'il se retire dans la Ville où il aura été engagé, ou dans quelque autre Ville de la même Province ou Généralité, les Officiers de Police, & les Syndics, Prévôts, Gardes ou Jurez des Communautés le fassent arrêter, & qu'ils en avertissent l'Intendant ou son Subdélégué en son absence, pour le faire remettre au Prévôt des Marchaux, & le faire conduire au Régiment, afin que son Procès lui soit fait suivant la rigueur des Ordonnances, à peine ausdits Syndics, Prévôts, Gardes ou Jurez qui auront négligé de les faire arrêter de trois cens livres d'amende, au profit du Capitaine de la Compagnie pour laquelle

le

le ledit Soldat Deserteur aura été destitué.

Et d'autant que les Officiers des Troupes de l'Armée de S. M. qui est en Italie qui sont demeurées jusques à présent en Campagne & dans l'action, n'auroient pas assez de temps pour venir en France lever des Soldats pour retablir leurs Compagnies avant la Campagne prochaine, & que S. M. a résolu de faire prendre dans chacun des seconds Bataillons d'Infanterie de la levée qu'elle fit faire l'année dernière dans les Provinces de son Royaume qui sont en garnison dans ses Places, le nombre d'hommes qui sera nécessaire pour servir de Recrûs à l'Infanterie de ladite Armée d'Italie, & de les faire remplacer dans lesdits seconds Bataillons au moyen des levées qui se vont faire en exécution de la Présente, dont le restant sera peu considérable, en sorte qu'il est nécessaire que les Officiers de ses autres Troupes fassent à l'ordinaire des Recrûs pour leurs Compagnies, S. M. ordonne auxdits Officiers de travailler incessamment à la levée des hommes dont ils ont besoin pour les rendre complètes dans le temps, & ainsi qu'il leur est prescrit par son Ordonnance du quinzième Octobre dernier. MANDÉ ET ORDONNÉ SA MAJESTÉ, &c. Fait à Versailles le dixième Décembre mil sept cens un. Signé, LOUIS; Et plus bas, CHAMILLART.

De-

Depuis cette Ordonnance on a fait publier l'ordre que doivent tenir & garder les Corps des Marchands, & les Communautés des Artisans de la Ville & Fauxbourgs de Paris, pour le choix & l'enrôlement des Soldats qu'ils doivent fournir; Cet Ordre porte; *Que chaque Corps & Communauté pour satisfaire à l'Ordonnance, engagera un certain nombre de Soldats, & payera jusqu'à la somme de cent livres pour l'enrôlement de chacun Soldat, qui aura du moins cinq pieds de hauteur, n'aura pas moins de 22. ans, ni plus de trente-cinq, & se trouvera en état de servir n'ayant aucune incommodité qui l'empêche. Lesquels enrôlemens ne seront que pour trois années, & après ce délai, sera donné congé absolument à ceux desdits Soldats qui demanderont à se retirer.*

On parle de quelques autres Réglemens pour faciliter les nouvelles levées, entre autres de ne plus permettre aux Laquais de servir à l'âge de vingt-deux ans, & de les obliger de retourner chez eux pour s'y marier, y exercer quelque metier, ou de s'enrôler pour servir dans les troupes. On parle encore de prendre sur tous les Taillables, par forme d'excédent, de quoi donner en argent aux troupes

Tome XXXII.

D

d'I-

d'Italie une recompense des Quartiers d'hyver, dont elles ne peuvent profiter en ce pais-là, comme elles ont accoutumé de faire ailleurs. On a publié un Edit qui permet à la Noblesse de negotier en gros sans deroger. Nous mettrons cet Edit tout au long un autre mois, de même que le Reglement dont on a parié concernant les droits desortie, & un autre Reglement pour les Milices Garde-Côtes.

II. Le Sr. de Lespineau, premier Commis de M. de Chamillard a disparu depuis le mois dernier. On n'en a eu aucunes nouvelles, ce qui fait croire que quelcun s'en est défait, car on n'a aucun lieu de soubçonner qu'il se soit retiré dans les Pais Etrangers. On a promis cent Loüis d'or à quiconque le pourra découvrir. Un particulier fit assembler il y a quelque temps les enfans & les parens de ce premier Commis. Il deploya en même temps le Plan de Paris, au milieu duquel étoit une grosse éguille, qui fit tourner une Baguette pendant quelques minutes, & enfin elle s'arrêta à la porte S. Bernard. Le prétendu Devin soutint que le Sr. de Lespineau étoit allé de ce côté-là, & en même temps on le fit monter à cheval avec

avec un autre homme, & ils marcherent tant que la Baguette les conduisit. Mais on ne dit pas encore quel effet a produit cette nouvelle Baguette Divinatoire.

Le Prêtre qui fut arrêté il y a quelque temps, à l'Eglise de S. Jost à Paris, a été condamné à faire Amande-Honorable, & à être pendu & brûlé en Greve. Non seulement il disoit plusieurs Messes, mais on prétend qu'il en faisoit des usages diaboliques, & qu'il avoit fait pacte avec le Diable pour être riche & vivre long-temps.

III. L'affaire du Fort de Salsate, dont nous parlâmes le mois dernier, a fort irrité la Cour de France. Mais comme Leurs Hautes Puissances étoient fondées à faire ce qu'elles ont fait, parce que la construction d'un tel Fort est contraire à l'Article cinquante-huitième du Traité de Paix conclu à Munster en 1648. entre Philippe IV. Roi d'Espagne & les Provinces-Unies, & que d'ailleurs elles souhaitoient la Paix, elles donnerent ordre au Secretaire de leur Ambassade de presenter le Memoire qu'on va lire.

D 2

*Memoire** Voyez le *Mercuré* d'Octobre dernier, pag. 421.† Voyez le dernier *Mercuré*, pag. 687.

*Memoire du Secretaire de l'Ambassade
de Hollande à la Cour de France au
sujet du Canonement du Fort de Sel-
sate.*

LE Souffigné Secrétaire des Seigneurs E-
tats Généraux des Provinces Unies
des Pais Bas à la Cour de France, a ordre
d'y représenter; Que Leurs Hautes Puif-
sances ont lieu de s'étonner de la conduite
del'Espagne, & dece qu'elle paroît mal
interpréter, que le Commandant du Sas
de Gand a tiré sur les Nouveaux Ouvrages
qu'elle y fait construire tout auprès, dans
un temps qu'elle auroit dû prévenir, en les
faisant suspendre au moins jusqu'au temps
que la conférence offerte à ce sujet eût été
tenue.

Que Leurs Hautes Puissances n'ont
donné ces ordres qu'en vertu de leur droit,
puis que de nouveaux Ouvrages construits
sous la portée du canon, & sous celle mê-
me du Mousquet de leur Forteresse doi-
vent être regardés comme des Batteries
qu'on élève pour les attaquer; ce qui ne
répugne pas seulement au 38. Article du
Traité de Munster, mais en general à la
raison naturelle qui nous porte à nous dé-
fendre, & à l'usage commun de tous les
Souverains.

Que L. H. P., pour témoigner leur
amour pour la Paix, n'y ont procédé qu'a-

vec

vec la dernière moderation.

Qu'elles ont fait remontrer assez à tems
au Gouvernement Espagnol le tort qu'on
leur faisoit, avec instance de faire cesser
lesdits ouvrages.

Qu'Elles ont donné un terme plus long
qu'il n'étoit requis, pour y apporter les or-
dres nécessaires; & ont fait avertir, qu'à
la fin Elles seroient obligées d'user de leur
droit.

Que nonobstant ces remonstrances on
a toujours continué; ce qui a été cause que
les ordres de L. H. P., donnez en tel cas,
ont été exécutés, mais avec toute la rete-
nuë possible; puis qu'on a commencé par
avertir, & fini dès qu'on a cessé les tra-
vaux.

Que L. H. P. se persuadent que leur ma-
niere d'agir sera approuvée de tous ceux qui
en jugeront sans prévention, puis qu'El-
les sont restées dans les bornes de la défen-
se naturelle, & qu'Elles ont offert d'en-
trer en conférence sur ce différent, com-
me aussi sur les difficultez qui pourroient
être faites à l'égard des autres Forts, pour-
vû cependant qu'Elles n'eussent pas été
obligées de souffrir qu'on achevât un ou-
vrage qui leur seroit si préjudiciable.

Que L. H. P. sont encore portées d'y en-
trer, ayant donné pour cet effet les In-
structions nécessaires à leur Ministre à
Bruxelles.

Que L. H. P. ne sachant pas ce qu'on en-

D 3

tend

tend par vouloir traiter sur la nonobstante générale du Traité de Munster ; & de celui de Commerce , qui a été fait ensuite , leur dit Ministre pourra néanmoins écouter les propositions qu'on lui en fera : L. H. P. étant assurés que lesdits Traitez ont été plus religieusement observés de leur côté que de celui de l'Espagne.

Et sur ce qu'un Officier de Selsaten ayant été envoyé au Commandant du Sas de Gand , pour demander au nom du Maréchal de Boufflers pourquoi il avoit tiré , auroit fait connoître par manière d'avertissement , qu'on avoit intention de bombarder cette Place & l'Ecluse , que L. H. P. devront regarder une telle entreprise pour un acte public d'hostilité , & une rupture manifeste , & seront alors contraintes d'opposer la force à la force , sans qu'Elles croient qu'avec aucune justice ou sous aucun prétexte , on leur en pourra imputer la cause par ce qui vient d'être fait de leur part. A Versailles ce 27. Decemb. 1701. Signé, *J. Vroesen.*

On écrit que M. le Marquis de Torci , Ministre & Secrétaire d'Etat , a fait entendre sur cela au Secrétaire des Etats Généraux ; *Que bien que l'insolence d'avoir osé tirer sur les Troupes d'un aussi puissant Roi , fût insupportable , Sa Majesté néanmoins , par*

sa grande bonté , vouloit bien accorder les conférences demandées à ce sujet , & cependant faire cesser les travaux : *Que la menace d'un Bombardement avoit été faite sans la connoissance de S. M. , & que le Maréchal de Boufflers l'avoit aussi désavouée , quoi qu'on l'eût bien méritée : Et que pour ce qui regardoit l'amour de la Paix , dont les Etats Généraux se vantoient , il étoit très persuadé qu'ils n'attendoient que le secours de l'Angleterre , pour faire la guerre. A quoi l'on ajoûte que le Secrétaire des Etats a répondu : Que la conservation de leur Droit , ménagée avec tant de modération , ne pouvoit jamais mériter le nom d'insolence , parmi des personnes désintéressées ; Que c'est pour cette raison que L. H. P. soubaîtoient d'en traiter à l'amiable , pour conserver la mutuelle correspondance & bonne intelligence ; Et qu'on ne pouvoit pas aussi penser , que S. M. voulût récompenser leur modération par un bombardement. Enfin , que les Etats Généraux avoient donné trop de preuves de leur Amour pour la Paix ; pour le revoker en doute ; & pour croire qu'à moins d'une nécessité indispensable , ils recherchent le secours de leurs Alliez , pour une plus vigoureuse défense.*

L'Article du Traité de Munster dont il est parlé dans le Memoire du Secrétaire de l'Ambassade de Hollan-

80 *Mercure Historique &*
 de est conçu en ces termes : *qu'on*
ne pourra faire aucuns nouveaux Forts
dans les Pais-Bas, ni de l'un, ni de
l'autre côté, qu'aussi on ne pourra cren-
ser nouveaux Canaux, ni Fossés, par
lesquels on pourroit repousser, ou detour-
ner l'un ou l'autre parti.

IV. Le renfort des troupes que le
 Roi Très-Chrétien envoie en Italie
 est en marche, depuis le 3. de ce mois.
 L'Infanterie se doit embarquer à Tou-
 lon, & la Cavalerie s'y doit rendre par
 terre pour y être au commencement
 de Mars. Voici en quoi consistent ces
 troupes.

Liste des troupes Françoises qui sont en
marche pour l'Italie.

Infanterie.

Trois Bataillons du Regiment de Pic-
 mont.
 Deux de Grancey.
 Deux de Lionnois.
 Un du Perche.
 Deux de Beauvoisis.
 Deux de Dauphiné.
 Un de Berri.
 Un de Forêt.
 Un de Vorges.
 Un de Solre.

Un

Politique Janvier 1702. 81

Un de Montferrat.
 Un d'Albemarle.
 Un de Mirabeau.
 Un de Bearn. Ce qui fait vingt Batail-
 lons.

Cavalerie.

Huit Escadrons de Gendarmerie.
 Deux de Carabiniers de la Brigade de
 Courcelles.
 Deux du Regiment de Villeroy.
 Deux d'Etclainvilliers.
 Trois de Dragons Dauphin.
 Deux de Carabiniers de la Brigade d'Au-
 betterre.
 Deux de Broglio.
 Deux d'Imecourt.
 Deux de Bourbon.
 Deux de la Feronaye.
 Trois de Senectere. En toute trente Esca-
 drons.

Ces troupes ont marqué beaucoup
 de repugnance à marcher, à cause
 des trop grandes fatigues qu'il faut as-
 fuyer, & de la mauvaise opinion que
 la dernière Campagne a donnée du
 service en ce Pais-là. D'ailleurs, elles
 sont frappées de l'ancien Proverbe;
que l'Italie est le Cimetiere des François.
 Le jour de la marche de ces Bataillons

D 5

& Escadrons avoit été fixé au 2. Mais comme la plupart des Officiers n'avoient pas leurs équipages prêts, ils firent remontrer au Roi qu'ils n'étoient pas en état de partir ce jour-là, & qu'ils le supplioient de leur acorder quelque délai. *He bien*, répondit le Roi, *ils ne peuvent pas partir le 2. qu'ils partent le 3. mais qu'ils n'y manquent pas.* La Cour de France est piquée au vif de ce qui se passe en Italie, d'où elle n'apprend rien que de desagréable. M. de la Citardie qui commandoit dans la Mirandole a écrit une lettre par laquelle il marque qu'à l'approche des Impériaux devant cette Place, la Princesse le fit venir auprès d'elle avec le Major; qu'elle fit lever les Ponts levis aussi tôt qu'ils furent entrez dans le Château; qu'ensuite ayant fait sonner le tocsin, les Bourgeois prirent les armes, & desarmèrent la Garnison; qu'ensuite les Impériaux mirent six cens hommes dans cette Place, où ils ont trouvé 4390. sacs de farines, cent quatre vingt tonnes de ris; trois cens trente trois barils de poudre, deux cens boulets, quelques grenades & l'artillerie dont on a parlé.

Le Maréchal de Catinat ayant demandé

mandé une seconde fois son congé, le Roi lui a répondu que le Roi d'Espagne devant aller en Italie la Campagne prochaine, il étoit bien aise qu'il apprît le métier de la guerre sous un aussi bon maître que lui. Toutes les Compagnies de Carabiniers ont été augmentées de dix hommes, & on dit que tous les Regimens de Mili-ces qui ont été faits depuis un an seront mis sur le pied de troupes réglées.

Les parens du Comte Bozelli qu'on avoit retenus à la Bastille en font sortis, en faveur des services que ce Comte s'est engagé de rendre dans le Milanez aux deux Couronnes, en y levant à ses Dépens un Regiment de Dragons dont le Roi lui a envoyé le Brevet de Colonel.

On presenta à Sa Majesté au commencement de l'année un Livre composé à Bologne par douze personnes de distinction qui ont fait son Eloge en vers Italiens. L'Ouvrage est distribué en douze mois, & chaque Seigneur en a fait un. On assure que la seule couverture de ce livre a coûté deux mille écus.

V. Les Harangeres de la Halle de Paris ne negligent aucune occasion de

84 *Mercuré Historique* & *Politique*. Janvier 1702. 85
marquer leur zele pour M. le Dauphin. Une d'entre elles étant accouchée vers la fin du mois dernier, fit prier ce Prince de vouloir être le Parrain de son enfant, & Madame la Princesse de Conti Maraine. Cela lui ayant été accordé, M. le Dauphin envoya de sa part le plus jeune de Mrs. Bontemps & Madame de Conti une de ses filles d'honneur. Le Baptême se fit à S. Eustache; l'Eglise y fut illuminée, & toute la Halle se trouva en suite au Festin. Quelques jours après ce Prince assista encore avec la Princesse de Conti au Batême de la Cloche des Capucins de Meudon, & il la nomma Louise-Anne.

VI. On renouvelle de temps en temps les prétendus miracles du Roi Jaques, & l'on en augmente à présent le nombre. La Comtesse de Perth se trouva le mois passé pour la première fois au Cercle de Madame la Duchesse de Bourgogne, & y eut le Tabouret, parce que le prétendu Roi d'Angleterre a donné le titre de Duc au Duc son Epoux.

VII. L'Evêché de Die a été donné à l'Abbé de Cognac, l'un des Agens du Clergé, & neveu de l'Archevêque d'Aix, & le Marquis de Varennes a ob-

Politique. Janvier 1702. 85
obtenu le Commandement de Metz vacant par la mort de M. de Bissi. Le Marquis de Montespan mourut le mois dernier dans une de ses Terres aux environs de Toulouse.

Reflexions sur les Nouvelles de France.

I. IL paroît par ce qui se passe en France, sur tout à l'égard des levées des troupes, qu'on est fort embarrassé dans ce Royaume. Il faut pourtant que cette Couronne en vienne malgré qu'elle en ait à ces voyes extrêmes, parce que soit qu'une guerre générale s'engage, ou qu'on traite d'accommodement avec l'Empereur, il faut qu'elle ait des forces proportionnées à celles de Sa Majesté Impériale & de ses Alliez.

Cependant comme toutes ces levées tant ordinaires qu'extraordinaires ne peuvent qu'affoiblir dans la suite les villes & les Provinces, puis qu'avant même qu'il y ait une guerre déclarée la France se void obligée d'en venir à de tels expediens forcés, on travaille d'un autre côté à divers moyens pour remedier à cet inconvenient

nient. On presse sur tout le Règlement touchant les Laquais. On prétend par ce moyen faire beaucoup de Soldats, où remplacer les Artisans & les Laboureurs, dont on se plaint que le nombre est extrêmement diminué depuis la dernière guerre, ou pour mieux dire, depuis la revocation de l'Edit de Nantes. C'est aujourd'hui que la Cour de France doit trouver à dire les Huguenots.

Comme il y a toujours des gens qui Controllent les actions de la Cour, ces Frondeurs, car c'est ainsi qu'on les appelle, ont trouvé fort à redire à l'Edit qui permet aux Gentilshommes de négotier en gros sans déroger à leur Noblesse. Mais leurs plus grands coups ont porté sur l'affaire du Fort de Selsate. Ils ont dit que la Cour en avoit trop fait, où qu'elle n'en avoit pas fait assez. Quoi qu'il en soit leurs Hautes Puissances ne peuvent qu'être approuvées dans leur conduite par les personnes desintéressées, sur tout depuis qu'on a vu que la Cour de France n'approuve pas absolument ce qui a été dit & fait par ses Officiers dans toutes les circonstances.

NOU-

NOUVELLES DU NORD.

LE Cardinal Primat de Pologne receut, il y a quelque temps, une seconde lettre du Roi de Suede non moins forte que la précédente, contenant en substance; *Que Sa Majesté avoit amplement déclaré son intention & le desir qu'elle avoit d'entretenir une bonne Amitié avec la République, & d'affermir la foi des Traitez conclus, pourvu qu'elle ne se mêlât point dans l'injuste guerre que le Roi de Pologne avoit déclarée à Sa Majesté; Et qu'en même temps elle avoit fait voir par d'évidentes raisons, qu'il étoit juste & convenable pour le bien commun, d'ôter l'administration à un Roi, qui enflammé contre elle d'une injuste haine, avoit aussi enfreint les Droits de la République; & de chasser les Saxons des terres de Pologne, pour mettre sur le Trône un autre Prince digne de l'occuper; avec lequel on pût entretenir seulement la Paix & le bon voisinage; Que S. M. avoit requis la République, qu'elle voulût expliquer ses sinceres intentions sur cette affaire, & qu'autrement on ne devoit pas imputer à Sa Majesté, si la nécessité l'obligeoit de poursuivre son ennemi par tout où elle le*

TEN-

rencontreroit. Cependant comme la République n'avoit point encore donné de réponse, Sa Majesté avoit jugé à propos d'insister de nouveau sur sa première proposition, ne doutant pas que la République Elle-même ne la trouvât, non seulement fondée sur l'équité, mais aussi conforme à ses propres intérêts; comme étant la seule voye capable de la délivrer de sa ruine, & d'un Roi qui violant les principaux points de la Capitulation jurée solennellement, s'est efforcé temerairement de détruire la liberté de la République, de la priver de ses anciens Droits, & d'imposer sur une Nation libre le joug d'une Puissance sans bornes, dont on ne peut donner de preuves plus évidentes que celles qui résultent de toutes les Actions de ce même Roi; Qu'il a commencé une très-grande guerre sans l'avis de la République, & a violé la Paix d'Oliva, qui depuis long-temps a servi de base à la tranquillité & au bonheur reciproque des deux Royaumes; qu'il a troublé le repos public, excitant par tout des troubles & des mouvemens de guerres, &c. Et que par conséquent il n'y avoit plus de secreté à traiter avec un Prince, qui avoit si hautement méprisé la foi de ses promesses & des Traitez, &c. Surquoi Sa Majesté attendoit la réponse de la République, &c.

Sa

Sa Majesté Suedoise ayant fait le mois dernier un détachement de trois mille hommes pour aller attaquer les Lithuaniens du parti de M. Oginski, suivit en suite ses Gardes du Corps pour executer lui-même ce dessein. Elle les attaqua auprès de Sedder. Les nouvelles ont fort varié à l'égard de ce combat que le Roi de Suede entreprit à forces fort inégales, car il n'avoit que quatre mille hommes, & M. Oginski en avoit dix mille. Voici ce qu'en disent les lettres de Tilsit écrites le 28. Decembre. Les Suedois ont encore un rude rencontre avec les adhérens de M. Oginski à quelques lieues de Bolzen, où l'on dit, qu'il est resté plus de deux mille hommes des derniers; & que M. Oginski y auroit été pris s'il n'avoit été averti assez à temps pour se sauver dans un bois. On dit que le Roi de Suede est presentement à Rbeya avec un Corps de mille hommes, & qu'il en a dix mille en Samogitie. On ajoûte que Sa Majesté a déclaré qu'elle ne se desistera pas de son entreprise, que la Maison de Sapieha ne soit rétablie dans son premier état.

Le Gouverneur du Fort de Dunamunder ne se voyant pas en état de pouvoir conserver ce poste au Roi de Polo-

Pologne, parce que la Garnison étoit réduite à quarante hommes, serendit par Capitulation le 22. du mois dernier. Ces quarante hommes fortirent le lendemain avec armes & bagages, l'Artillerie & les Munitions ayant demeuré aux Suédois. Sa Majesté Suédoise y a fait entrer quatre cens hommes sous le commandement du Comte de Wreede.

II. La Diète générale de Pologne s'ouvrit le 22. de Decembre. Ce jour-là, les Nonces, après avoir assisté aux exercices de piété, s'assemblerent en Corps, & on commença à demander aux quels des Palatinats appartenoit le Bâton provisionel de Maréchal de la Diète: on le présenta au Nonce de Siradie, il l'accepta, & fit ensuite son remerciement à l'Assemblée; après quoi on proposa aussitôt, que suivant les Constitutions de la République, on eût à procéder à l'élection d'un Maréchal: dans le même temps trois Députés prirent la parole, & dirent que leurs Instructions porteroient expressément, qu'ils ne consentiroient point à cette Election, qu'auparavant on n'eût apaisé les différens de Lithuanie, suivant la promesse du Roi, mais c'est à quoi
les

les Députés de Lithuanie s'opposèrent, & M. Zaranek Enseigne de la Province de Samogitie, lût un endroit de ses Instructions, par lequel il est marqué positivement, que les Nonces de cette Province, ne consentiront en aucune manière à un accord à l'amiable avec les Princes de la Maison de Sapieha, sous peine de perdre leur honneur, & leurs biens; mais qu'on eût à proposer ensuite une Sentence contre ces Princes, pour les déclarer ennemis & infâmes: on disputa quelque temps sur ces points préliminaires, & la Session finit ainsi.

Le lendemain 23. le Maréchal provisionel s'adressa à toute l'Assemblée, & donna ensuite à M. Szembeck Référendaire de la Couronne, la permission de parler, lequel, suivant le contenu de ses Instructions, conseilla d'approuver d'abord les moyens de la douceur pour terminer les différens de Lithuanie, & d'envoyer ensuite des Députés au Roi de Suède, tant de la part du Sénat, que de la Diète, pour lui représenter qu'il eût à se retirer des Terres de la République; Trois Députés de la petite Pologne joignirent leurs suffrages à ces propositions, les trouvant très raisonnables,

bles, mais M. Zaraneck prit la parole, & répéta ce qu'il avoit dit le jour auparavant, & produisit en même temps le projet d'accommodement avec M. Oginsky, présenté à l'Assemblée de Grodnow, & proposé, à ce qu'on prétend de la part des Princes de Sapiéha : Cependant l'Assemblée n'y eut point d'égard. Ensuite de quoi un Partisan de la Maison de Sapiéha dit à M. Zaraneck, que puis que la Citation produite par la Diette, étoit émanée contre lui, il ne pourroit pas avoir de voix à la Diette; à quoi l'Assemblée répondit que M. Zeraneck pourroit bien parler passivement, mais non activement, c'est à dire avant & non pas après l'Election du Maréchal : Les Nonces de Podlachie repliquèrent à M. Zaraneck, que l'on ne pouvoit pas traiter les Princes de la Maison de Sapiéha, comme des ennemis, & comme des infames, puis qu'ils n'étoient pas encore convaincus de ce dont on les accusoit : Un Nonce de Czerlse ajouta, que ce titre convenoit mieux, à ceux des Républiquains de Lithuanie, qui vouloient reconnoître le Roi pour Maître absolu : A quoi les Lithuaniens ne répondirent rien,

mais

mais un d'entr'eux protesta que ce n'étoit pas toute la Lithuanie, qui étoit contraire à un accord à l'amiable avec la Maison de Sapiéha, & qu'on ne fouhaitoit rien plus ardemment, que de pouvoir trouver des moyens équitables, pour appaiser ces différens. Quelques Députez proposèrent ensuite de tenir des Sessions Provinciales, & d'y élire des Députez pour être envoyez au Roi de Suède : Sur quoi M. Humiecky Nonce de Russie, & qui a beaucoup d'autorité dans l'Assemblée, représenta que l'on ne pouvoit élire un Maréchal, ni des Députez auprès du Roi de Suède, pendant que les différens de Lithuanie subsisteroient toujours, parce qu'à la Diette précédente on n'avoit pu faire l'Election d'un Maréchal à cause des mêmes différens, & que la présente Diette n'étoit qu'une continuation de la dernière : Il ajouta qu'il étoit incertain si le Roi de Suède voudroit bien se retirer des Terres de la République sur les remontrances qu'on lui pourroit faire sur ce sujet : Que si S. M. S. ne vouloit pas se retirer; ce qu'il y auroit à faire de la part de la République, étoit assez épineux, sur tout si on lui conseilloit de se déterminer

ner

ner à entrer en guerre avec des Etrangers, dans un temps où Elle étoit embarquée dans une guerre civile: Qu'il ne jugeoit pas à propos de tenir des Sessions Provinciales, parce que le nombre des Sénateurs, & des Nonces, étoit peu considérable: Qu'au reste, il prioit les Lithuaniens, au nom de tous les Compatriotes, de déclarer positivement, s'ils vouloient entrer dans un accord à l'amiable avec la Maison de Sapiéha, & que s'ils étoient dans cette résolution, ils eussent à l'exécuter pendant les Fêtes, afin que l'on pût travailler utilement à terminer cette grande affaire. On finit la Session par la résolution qui fut prise, que le Maréchal provisionel parleroît à S. M. & lui demanderoit si Elle vouloit, & souhaitoit sincèrement, que les différens de Lithuanie fussent apaisés.

On s'attendoit à l'Ouverture de la troisième Session, d'avoir une réponse sur ce qui avoit été ordonné au Maréchal le jour auparavant, qu'il parleroît au Roi; mais il s'excusa, en disant qu'il n'avoit osé faire aucune proposition à S. M. parce que la Session s'étoit séparée sans prendre une résolution unanime. Ensuite de quoi trois

Non-

Nonces de Mazovie proposèrent que le Maréchal fût chargé de faire au Roi les demandes suivantes; 1. Si S. M. favoit des moyens assurés pour pacifier les différens de Lithuanie, de les communiquer à l'Assemblée; 2. D'exécuter la promesse qu'Elle fit à la dernière Diette, d'interdire à l'Ambassadeur du Roi de Danemark, l'exercice public de sa Religion; 3. De déclarer ceux qui avoient conseillé la Guerre de Livonie; 4. De renvoyer en Saxe les troupes Saxonnnes qui étoient encore dans la Province de Mazovie: tous les Députés consentirent à ces demandes, la Session se termina ainsi; & on remit la suite des affaires après les Fêtes.

Sa Majesté Polonoise a congédié presque tous ses Officiers, ou Conseillers Allemands, à la réserve de Mrs. Beucling & Pfueg. Comme les forces du Grand Maréchal s'affoiblis- sent de jour en jour, le Grand Chambellan a été nommé pour lui succéder en cas de mort.

Re-

Reflexions sur les Nouvelles du Nord.

I. **L**Es affaires de Pologne s'embrouillent de jour en jour, les choses y vont de mal en pis : & quelque grandes que soient les esperances qu'on a conceuës jusques ici d'un accommodement entre Sa Majesté Polonoise & le Roi de Suede, on voit bien néanmoins que cet accommodement est encore loin de son point de maturité, à moins qu'il n'arrive quelque changement extraordinaire. Sa Majesté Imperiale, quelques autres Princes & Leurs Hautes Puissances font tout ce qui se peut pour retablir la Paix entre ces deux Rois, mais Sa Majesté Suedoise fait des demandes qui ne lui peuvent pas être accordées, car prétendrait-elle que les Polonois détronassent leur Roi? Ils ne voudront pas acheter la Paix à ce prix, eût-elle défait entièrement le parti d'Oginski, & toutes les troupes de Moscovie.

Le grand malheur de la Pologne est qu'elle a la guerre au dedans aussi bien qu'au dehors, & que la République s'entredechire tandis que le Roi de Sue-

Suede fait des conquestes & bat ses ennemis par tout. La Diète générale a tout l'air de se separer infructueusement, il ne faut que faire tant soit peu reflexion sur le resultat des trois premières Sessions de cette Assemblée. La plupart des demandes qu'on fait à Sa Majesté Polonoise ne sont gueres moins singulieres que celles que le Roi de Suede fait au Cardinal Primat dans sa lettre.

NOUVELLES DE LA GRAND' BRETAGNE.

I. **L**E Roi étant allé à Windsor quelque temps après la convocation du Parlement, le Maire, les Echevins & autres habitans de cette Place lui ayant été presentez par le Duc de Northumbelland accompagné de leurs Députez lui firent au nom de leur Communauté le petit Discours qu'on va lire.

S I R E,

Nous prions Votre Majesté de nous permettre de lui marquer la satisfaction que nous avons, non seulement de la voir de retour en santé parmi nous, mais aussi de ce que nous sommes revenus de nos craintes.

Tom. XXXII.

E

tes

tes passées, & de nos justes apprehensions sur l'indisposition qu'Elle a eue au delà de la Mer. Combien est chere à tout ce qu'il y a d'honnêtes gens, cette Vie précieuse, du fil de laquelle dépendent en tant de manieres les libertez de l'Europe?

Vous avez, SIRE, déjà fait de grandes choses pour la gloire de la Nation; dont nous nous réjouissons tous les jours. Vous avez étendu votre Justice à tous vos Peuples, en confirmant leur droit de présenter des requêtes. Vous avez étendu votre compassion sur les Sectaires paisibles, en donnant du soulagement & de la Liberté aux tendres consciences. Vous avez étendu vos soins pour la Religion dans toutes les generations, en fixant le Sceptre dans la Ligne Protestante, par une Loy éternelle, & en rendant incapables de porter la Couronne Imperiale ceux qui renonceroient à la Communion de l'Eglise Anglicane établie par les Loix.

Ta-t-il rien de cher qu'on ne doive garder? ou plutôt y a-t-il rien dont nous ne devions nous départir, pour Celui qui nous a assuré la possession de ce que nous avons de plus cher, & par qui nous avons le pouvoir d'en disposer? Non sans doute; C'est pourquoy, SIRE, nous avons choisi des Personnes, qui certainement procureront l'intérêt de leur Patrie, rempliront les desirs de V. M., contribueront à toutes les necessitez du Gouvernement; Et seront tout ce

qui

qui est en leur pouvoir, pour répondre à nos fideles intentions, & aux grands & favorables desseins de V. M. en convoquant le Parlement prochain.

Les Anglois Negotians à Hambourg ont envoyé une Adresse pareille. En voici une d'un stile singulier.

La fidele & sincere assurance des Peuples de la Ville & des environs de Londres, vulgairement connus sous les noms de Quakers ou Trembleurs. A GUILLAUME TROISIEME, Lequel nous reconnaissons être veritablement Roy.

Voici la maniere dont Nous te félicitons sur ton heureux retour du lieu de ta Naissance. Quoi que nous soyons les derniers des tes Sujets à te démontrer nôtre fidelité, tu trouveras néanmoins assurément, que nous serons les premiers d'entre tes Peuples, qui contribueront le plus à maintenir tes glorieuses Entreprises.

Nous laissons à ta Sagesse & Probité si connues, le soin de vanger les grandes insultes & indignitez faites à ton honneur & à ta Couronne, par les Ennemis de dehors.

Le grand nombre de ce qu'on appelle ici Adresses, que tu as reçues de la main de tes Peuples, font pleinement voir la fidelité générale de la Nation à ta Couronne & à ta Dignité.

Nous espérons que Tu excuseras la fa-

E 2

mili-

miliarité de nôtre Stile ; car nous ne prétendons pas nous servir de la Rêthorique de la Cour, ni des termes de Logique : Ce que nous en faisons n'étant simplement que pour se faire connoître nôtre fidélité en paroles soumises & sinceres. Arrêté & conclu dans nôtre Auditoire public, in *Lombart street* le 15 jour du 10. mois de l'an 1701.

Ces adresses & plusieurs autres que nous ne scaurions inserer ont été suivies de plusieurs Instructions aux Députez à l'Assemblée du Parlement. Elles sont toutes fortes & vigoureuses.

Instructions des Habitans du Bourg de Southwark remises à Mrs. Cox & Chombley, leurs Députez au Parlement.

C'EST une chose notoire que depuis plus de 40. ans, le Roide France a affecté la Monarchie Universelle, qu'il a constamment recherchée par toutes les voyes de violence, de rapine & d'injustice ; Et qu'il n'a regardé ses Sermens, ses Traitez & la Religion, que comme autant de Pièges solennelles, pour surprendre & enlacer tout le Monde.

Pour se marier à l'Infante d'Espagne, il renonça par Serment à tout droit à cette Couronne pour ses Descendans. Cepen-

dant il a fait, de l'invalidité prétendue de cette Renonciation, le fondement de toutes ses Guerres avec le Roi d'Espagne.

Par le Traité des Pirenées, il stipula avec le Roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son Ennemi le Roi de Portugal : Cependant peu de tems après, il lui envoya un secours si considerable de Troupes, qu'elles ont réduit la Monarchie d'Espagne à un degré de foiblesse, dont elle n'est jamais revenue.

Pendant qu'il leurroit les Espagnols, par des promesses réitérées d'amitié, il les surprit au dépourvû, & porta ses conquêtes dans la plus grande partie de la Flandre ; Et sans la Triple Alliance de l'Angleterre & la Hollande avec le Roi de Suede, il auroit envahi le reste de cette Province.

Le feu Roi Charles II. à sa honte éternelle, delivra ce Prince ambitieux d'une Alliance si nécessaire ; Ce qui le mit en état d'envahir les Sept Provinces-Unies avec toutes ses forces ; & la meilleure raison sur laquelle il pût fonder cette sanglante Guerre, qui faillit à entraîner la ruine totale de ces florissans Etats, c'éroit la *Mauvaise satisfaction* qu'il avoit de leur Conduite.

Pour rompre la puissante Ligue qu'on avoit formée contre lui, il fit la Paix de Nimègue, par laquelle il restitua presque toutes les Conquêtes qu'il avoit faites du-

rant la Guerre. Mais immédiatement après, il s'empara de plusieurs Places, sous prétexte de *Dependance, Réunion & Bienfaisance*. Il attira le Grand Turc dans la Chrétienté; & après avoir engagé l'Empereur dans une très sanglante guerre, il emporta *Luxembourg & Strasbourg*; & bien-tôt après, il fit invasion dans l'Empire même, pour secourir l'infidèle son Allié.

La Paix de Ryswick a mis fin à cette Guerre, & a été la Balance de l'Europe, jusqu'à ce que le Roi de France, sous prétexte d'un Testament obtenu par surprise du feu Roi d'Espagne, en faveur du Duc d'Anjou, s'est mis en possession de la Monarchie Espagnole, contre sa propre Renonciation, & le Traité des Pyrénées. Il a fait passer ses Troupes dans la Flandre & le Milanez, pendant que le Duc d'Anjou est réduit à gouverner le reste de la Monarchie, comme Viceroy de son Ayeul, tant par nécessité, que par crainte d'être exclu d'un Royaume plus considérable.

Enflé d'un si grand succès, il a déjà nommé un Viceroy pour d'autres Pais, en donnant les Titres des Royaumes de sa Majesté au prétendu Prince de Galles. Notre condition seroit bien misérable, si nous étions réduits à être gouvernez à la discrétion d'un Roi, qui a détruit les Protestans de son Royaume par le fer, le feu, & les Galères. Nous ne pouvons pas espérer qu'il

NOUS

nous traite avec plus de modération que ses propres Sujets.

Nous ne doutons pas néanmoins, que les désavantages en, Italie les dettes immenses de sa Couronne, grossies par les prodigieuses dépenses qu'il a fait chez les Princes ses Alliez, ne l'obligent à proposer un Traité, pour conserver par la Paix une partie considérable de la Monarchie Espagnole, plutôt que de perdre tout par la Guerre. Et nous avons sujet de craindre que la division des deux Chambres du Parlement, les animositez de ceux qui se sont opposés au serment, à la reconnoissance & à l'association; & le grand credit de quelques autres, qui, sous les Règnes précédens, avoient toujours favorisé l'invasion des François, n'obligeassent S. M. d'écouter les conditions de paix que la France auroit voulu lui accorder.

Mais nous espérons, *Messieurs*, que la disposition du Parlement aura mis fin à la division des deux Chambres; Et nous sommes tellement assurés de votre intégrité & modération, que nous sommes persuadés que vous ne ferez rien qui soit capable de ralumer un feu déjà éteint. Il est vrai que c'est une chose très-populaire & très-juste, de traiter avec severité les Ministres qui ont trahi la République; Mais quand les Seigneurs, qui sont une partie si considérable de la Puissance Legislative, se sont déclarés pour l'innocence de quelque Per-

E 4

son.

sonne, Nous esperons que vous fortifierez leur Autorité, ou que vous suspendrez vos ressentimens durant le Danger commun. Nous sommes assurez que vous ne vous joindrez ni avec les Ennemis du Roi, ni avec les Partisans de la France, pour brouiller le Gouvernement.

Nous vous supplions, *Messieurs*, de ne vous laisser pas leurrer par aucunes propositions de paix de la part du Roi de France, ni de disfer sous ce prétexte les Subsidies qu'on jugera nécessaires; à moins qu'il ne donne à l'avance une entiere satisfaction à l'Empereur sur ses Droits à la Monarchie d'Espagne, & qu'il ne fasse reparation à Sa Majesté de l'afront qu'il lui a fait, & à son Peuple, en donnant le titre de ses Royaumes au prétendu Prince de Galles. Nous esperons que vous serez prêts en toutes occasions, de supplier le Roi, de n'entrer jamais en aucun Traité avec la France, à moins que S. M. n'ait des seuretez réelles pour la Religion, le Commerce, & les Libertez de la Nation.

Nous vous prions, *Messieurs*, qu'écartant toutes autres affaires, vous soyez diligens & liberaux dans les Subsidies que vous accorderez à S. M. pour soutenir ses grandes Alliances; afin que la France perde toute esperance, & ses Ennemis toute crainte de la Neutralité de l'Angleterre; Et que d'autres Princes, comme ceux de *Savoie, de Portugal & de Cologne*, ne fas-

sent

sent pas des Traitez séparés avec l'Ennemi commun de l'Europe.

Nous vous supplions, *Messieurs*, d'avoir soin du credit du Gouvernement, & de joindre vos suffrages à ceux qui favoriseront les moyens les plus prompts & les plus faciles pour lever de l'argent, afin qu'on ne puisse pas blâmer les Ministres d'acheter toutes choses pour le Roi à des prix excessifs; ce qu'on peut justement imputer à l'éloignement, ou à l'insuffisance des fonds accordés par le Parlement.

Nous vous conjurons sur toutes choses, *Messieurs*, de prendre soin, avec une tendresse extrême, de la Personne de S. M.; de veiller qu'il ne soit fait aucune indignité à un Prince, né pour le bien de l'Europe; Et de faire distinction entre un Souverain, qui se tient toujours assis sur son Trône, pendant qu'il envoie ses Generaux porter le carnage & la déolation chez ses Voisins; & un Roi qui a si souvent, & si genereusement exposé sa vie pour la Liberté de la Patrie, contre l'Ennemi commun. *Signé par les Habitans.*

Entre les Elections qui ont été faites, il n'y a eu que le petit Bourg d'Abingdon & la Province de Cornouaille qui aient chargé leurs Deputés de demander qui a conseillé de casser le dernier Parlement, & de tâcher de renouveler les procédures tant contre les Seigneurs aculez que contre tous ceux qui le trouveront coupables de malversation.

11. Ou

E 5

II. On arrêta le 7. du mois derniera Hamproncourt un Espagnol, sur le subcon qu'on eût qu'il pouvoit avoir un mauvais dessein. On lui trouva des Pistolets dans les poches. Il fut examiné sur le champ, mais on ne publie pas ses réponses. Le Roi Catholique a fait notifier son mariage à Sa Majesté Britannique par une lettre, mais bien loin que Sa Majesté y ait répondu, le Gentilhomme qui la presenta eut ordre de se retirer. On ajoute que le Duc de Mantoue a aussi écrit à Sa Majesté pour la prier de vouloir employer ses bons offices auprès de l'Empereur, afin que ses Etats lui soient conservez.

On celebra en Angleterre le 19. Decembre, un jeûne général avec de grandes marques de devotion. La Proclamation avoit été publiée à ce sujet à Hamptoncourt le 23. de Novembre 1701. vieux Stile; elle étoit conçue en ces termes.

GUILLAUME ROY,

A Tant serieusement & pieusement considerer les grands & éminens dangers qui menacent dans la conjoncture presente, nos Royaumes & la Religion Protestante établie au milieu de nous; Et étant persuadé, qu'on ne sauroit avec toute la raison humaine, les prévenir, & qu'il n'y a que la benediction particuliere de Dieu sur les deliberations & les efforts de notre grand Conseil le Parlement, que Nous avons convoqué pour s'assembler le trentieme jour du mois

mois de Decembre prochain, qui les puisse détourner, Nous avons par une religieuse inclination, résolu, & nous commandons par la presente Proclamation, qu'un Jeûne general & public soit observé dans tout ce Royaume, de la maniere dont il sera ordonné & prescrit, afin que Nous & notre Peuple puissions pousser vers le Ciel nos vœux & nos prieres, & demander au Tout-Puissant de détourner de dessus Nous ces Jugemens, que nos Pechez & nos Crimes ont très-justement mérités, & implorer sa benediction sur Nous & nos Etats; Comme aussi d'unir les cœurs de nos Fideles Sujets Protestans, & de nous continuer ses Graces & la Religion Protestante à Nous & à notre Posterité; Mais principalement de répandre ses benedictions d'une façon particuliere, sur les deliberations & les efforts de notre prochain Parlement, afin qu'il Nous puisse procurer & à notre Peuple, l'honneur, la seureté & la prosperité; & afin qu'un si pieux exercice puisse être observé par tout en même tems, Nous publions & déclarons par les presentes, de l'avis de notre Conseil Privé, & a tous nos Amés Sujets, Nous leur enjoignons expressément & leur commandons, que le Vendredi qui sera le dix-neuvieme jour du mois de Decembre prochain, ce Jeûne soit religieusement gardé & observé, dans tout notre Royaume d'Angleterre, Principauté de Galles & Ville de Berwick sur la Tweede;

Et pour mieux solemniser ce jour & le célébrer avec plus d'ordre, Nous avons ordonné aux Archevêques & aux Evêques de ce Royaume, de composer un Formulaire de prières propre & convenable pour cette occasion, dont on se servira dans toutes les Eglises, Chapelles & autres lieux où on fait publiquement le service Divin, & d'avoir soin de le faire distribuer à tems, dans tous leurs Dioceses; Et Nous enjoignons expressément & commandons à tous nos Sujets, d'observer religieusement & décernement ce Jeune public, s'ils font cas des Graces de Dieu & veulent détourner sa colere & son indignation de dessus cette Nation, & sur veine d'encourir la punition que Nous pouvons justement infliger à tous ceux qui mépriseront ou négligeront un devoir si religieux.

III. Le 10. du mois dernier trois hommes & une femme se rendirent à Whitehall d'une Province du Nord d'Angleterre. L'un de ces hommes étoit âgé de cent quatre ans, le second de cent six, & le troisième de cent sept. La femme en a aussi cent sept, & ils sont encore tous d'une complexion vigoureuse. Environ ce temps là on arrêta à Londres vingt sept faux Monnoyeurs, qui avoient que leur bande étoit composée de quarante personnes, qu'il y avoit quatre ans qu'ils faisoient ce métier, & qu'ils n'employoient que quinze sols d'argent pour faire un écu; La liste mor-

tuaire
Robes

Politique. Janvier 1702. 109
tuaire de Londres de l'année dernière est de 20471. personnes & celle des Baptemes de 15616.

IV. Les deux Compagnies des Indes Orientales se sont en fin unies au grand contentement de la Nation. On dit que par un des Articles de l'Acomodement il est spécifié, que les deux Compagnies retireront les effets qu'elles ont aux Indes & qu'elles établiront un nouveau fond, que tous les Vaisseaux qui seront équipés à l'avenir seront pour le compte & à l'avantage de la Communauté, & qu'on accordera un temps à chaque compagnie pour retirer ses effets. Déjà elles ont équipé à fraix communs une Fregate pour aller porter aux Indes la nouvelle de leur union & le Traité qu'elles ont signé.

On doit envoyer une Flote considerable dans la Mediterannée, & une Escadre de treize Vaisseaux dans l'Amerique, pour laquelle on a préparé à la Tour un grand nombre de toutes sortes de Munitions, quinze Mortiers & quantité de Bombes.

V. Le nouveau Parlement d'Angleterre s'assembla le 10. de ce mois. Le Roi se rendit à une heure après midi à la Chambre Haute où les Communes ayant été mandées, Sa Majesté leur ordonna d'aller choisir un Orateur, & le lui présenter le lendemain à onze heures du matin. Sur cela les Communes s'étant retirées elles procederent au choix d'un Orateur. M.

E 7

Robes

Robert Harley & le Chevalier Littleton furent propolez, & ce premier l'emporta de quatre voix. Le Roi remit au lendemain à faire sa Harangue. La voici.

Mylords & Messieurs.

JEmepromets que vous êtes assembles pleins de la juste apprehension du commun danger de l'Europe, & de ce ressentiment du dernier procédé du Roi Tres-Chrétien, si amplement & si generally exprimé dans les fides Adresses, qui m'ont été presentées dans un tems si propre, par mes Sujets.

La reconnaissance & la déclaration qui a été faite du prétendu Prince de Galles, pour Roi d'Angleterre, n'est pas seulement la plus grande indignité faite à ma Personne & à la Nation, mais elle touche aussi si particulièrement tout homme qui a quelques égards pour la Religion Protestante, ou pour la presente & future tranquillité & le bonheur de son Pais, qu'il n'est pas besoin que je vous presse de l'avoir sérieusement à cœur, & de considerer quels nouveaux moyens on doit efficacement employer pour assurer la Succession de la Couronne dans la ligne Protestante, & ruiner les esperances de tous ceux qui y prétendent, & de tous leurs Adherens soit déclarés soit secrets.

Le Roi T. C. en plaçant son petit Fils sur le Trône d'Espagne, s'est mis en état d'opprimer le reste de l'Europe; à moins qu'on

ne prenne de promptes & justes mesures pour l'empêcher. Sous ce pretexte il est devenu le véritable Maître de toute la Monarchie Espagnole; Il l'a rendue entièrement dependante de la France, & en dispose comme de ses propres Etats: Par ce moyen il a environné ses voisins de telle maniere, que bien qu'on puisse dire que le nom de Paix continue, ils souffrent néanmoins la dépense & les incommoditez de la guerre.

Cela doit toucher l'Angleterre dans ce qui lui est de plus important & de plus sensible, eu égard à notre commerce, qui deviendra bien-tôt incertain dans toutes ses principales branches, eu égard à notre repos & à notre sûreté particuliere dans ce Royaume, dont nous ne pourrions esperer voir longtemps la continuation, & eu égard à la part que l'Angleterre, doit prendre dans la conservation de la liberté de l'Europe.

Dans le dessein de prevenir les calamités generales dont le reste de la Chrétienté est menacée par ce pouvoir exorbitant de la France, j'ay conclu plusieurs Alliances, selon l'encouragement qui m'a été donné par les deux Chambres du Parlement, lesquelles j'ordonnerai qu'on vous communique, & je ne doute pas que vous ne me mettiez en état de les maintenir.

Il y a encore d'autres Traités Commencez, qui vous seront encore communiqués, aussi-tôt qu'ils seront achevés.

Il est à propos de vous dire que les yeux de

toute l'Europe sont sur ce Parlement, tout est en suspens jusqu'à ce qu'on sache vos Résolutions. C'est pourquoi il ne faut point perdre de tems.

Vous avez encore, grâces à Dieu, une occasion de vous assurer, & à votre Postérité, la jouissance paisible de votre Religion & de vos Libertez, si vous ne vous manquez point à vous même, & que vous vouliez faire valoir l'ancienne vigueur de la Nation Angloise: Mais je vous diray franchement mon sentiment, c'est que si vous laissez échapper cette occasion vous n'avez plus sujet d'espérer un autre. Pour faire ce qui est de votre devoir il est nécessaire de mettre une grande force en Mer, & de pourvoir à la sûreté de nos Vaisseaux dans les Havres, comme aussi d'avoir les forces sur terre que l'on s'attend que vous ayez à proportion de celles de nos Alliez.

Messieurs de la Chambre de Communes,

Je vous recommande ces choses avec toute l'instance & l'empressement que demandent leur importance.

Je ne saurois m'empêcher de vous presser même tems d'avoir soin du credit public, qu'on ne sauroit conserver qu'en tenant sacrée cette maxime, que ceux qui ne perdront jamais qui se fieront à une sûreté Parlementaire.

C'est toujours avec regret que je demande des subsides à mon Peuple, mais vous remarquerez que je ne demande rien qui regarde aucune dependance particuliere à ma Personne: je ne vous presse seulement de sui-

re tout ce que vous pourés pour votre sûreté & votre honneur dans ce tems de Crise, & si dangereux; & je ne desire autre chose que ce qui sera donné soit entierement approprié aux fins auxquelles il est destiné.

Et puis que je parle sur cet Article, je croy qu'il est à propos de vous faire souvenir, que pendant la dernière guerre, j'ordonnai qu'on mit tous les ans les comptes devant le Parlement, & que je donnai mon consentement à plusieurs Bills, pour regler les comptes publics, afin que mes sujets eussent la satisfaction de voir de quelle maniere l'argent accordé pour la guerre étoit employé. Je consens que cette affaire soit mise en état d'être plus amplement examinée, afin qu'on puisse voir si on a mal appliqué ou mal menagé les Deniers publics, ou si les dettes qui nous sont demeurées sont provenues de l'insuffisance des Subsides, ou du défaut ou manquement des fonds.

Je vous ay déjà dit combien l'expédition sera nécessaire pour pousser cette grande affaire publique, de laquelle depend notre sûreté & tout ce qui nous est de plus cher. J'espère que le tems qui restera, sera employé à ces autres choses si à souhaiter, & que j'ay si souvent recommandées de dessus le Trône: Je veux dire de faire de bons Bills, pour occuper les Pauvres, pour encourager le commerce, & supprimer encore d'avantage le vice.

Mylords & Messieurs.

J Espere que vous êtes assembles dans la résolution d'éviter toute sorte de dispute & de dissent, & que vous avez résolu de concourir tous généralement & de bon cœur, à l'avancement de la cause commune & au bien public, n'y ayant que cela qui puisse rendre cette séance heureuse.

Je croirois que ce seroit une aussi grande benediction, qu'il en puisse arriver à l'Angleterre, si je pouvois remarquer en vous autant d'inclination à mettre bas ces malheureuses & fatales animosités, qui vous divisent & vous affoiblissent, que j'ay de disposition à rendre tous mes sujets surs & tranquilles à l'égard des offenses, même les plus grandes, qu'ils auroient commises contre moi.

Je vous conjure de faire perdre à nos ennemis, par votre unanimité, les seules espérances qui leur restent. J'ay fait voir, & seray toujours voir combien je desire d'être le commun Pere de mon Peuple. Renoncez pareillement à toutes sortes de Partis & de divisions, qu'on n'entende plus parler à l'avenir d'autre distinction parmi Nous, que de ceux qui sont de la Religion Protestante & pour le present établissement : & de ceux qui ont en vue un Prince Papsiste & du Gouvernement François.

J'ajouteray seulement que si vous souhaitez sérieusement, & tout de bon, voir l'Angleterre tenir la balance de l'Europe, & être véritablement à la tête du Parti

21611

Pro.

Protestant, cela paroitra par l'avantage que vous tirerez de l'occasion qui se presente.

Les deux Chambres ont répondu à cette Harangue par deux Adresses, par lesquelles elles temoignent à Sa Majesté qu'elles sont tout à fait sensibles à l'indignité faite à sa personnes faite par le Roi T. C. en déclarant le prétendu Prince de Galles pour Roi d'Angleterre. De plus ils promettent d'assister le Roi de tout leur pouvoir, & de les défendre lui & son Gouvernement contre quelque Ennemi qu'il puisse avoir, soit connu, caché, d'accomplir les Alliances qu'il a fait & pourra faire, & enfin de maintenir les personnes qui ont droit à la Couronne, en vertu des deux Actes de Parlement, faits ci devant à ce sujet. On inferera les mois prochain ces Adresses tout au long.

Les Traitez presentés de la part du Roi de la G. B. aux Communes, sont le Traité entre S. M. le Roy de Danemarck & les Etats Gen. du 15 Juin dernier. Les articles secrets de ce Traité. Le Traité avec S. M. Imperiale & L. H. P. du 7. sept. La Convocation entre S. M. le Roy de Suede & L. H. P. du 7. Oct; & le Traité entre S. M. & les Etats Gen. du 11. Novembre. Outre les 40000. b. que l'Angleterre doit fournir suivant ces Traitez, Elle en levera encore autant pour la Flotte.

NOUVELLES D'ESPAGNE, DE PORTUGAL, ET DES PAIS-BAS

I. J Eurs Majestez Catholiques étoient encore à Barcelonne au commencement de ce mois. Elles y ont eu la fièvre, mais

2011

mais

mais elles en furent delivrées après quelques accès. Les Etats de Catalogne n'ont pas encore consenti aux demandes que le Roi leur a faites, parce qu'ils souhaitent que leur nouveau Monarque leur acorde auparavant tant de Privileges qu'on doute qu'il y veuille donner son consentement : & on commence à dire qu'on ne tiendra pas si tôt les Etats d'Aragon de crainte d'un semblable succès. On assure toujours que ce Prince ira commander l'armée d'Italie la Campagne prochaine; que le Roi Très-Christien lui a écrit une lettre pour lui en marquer la nécessité; qu'il lui a déjà destiné un détachement des Gardes du Corps, ou des Mousquetaires pour lui servir de Gardes; & on ajoute à cela que quelques Ministres Espagnols ont voulu en vain le détourner de faire ce voyage, en lui alléguant la dépense qu'il faudroit faire, & le besoin de sa présence en Espagne, mais il leur répondit, que le bien de ses affaires requerant qu'il se mit à la tête de ses troupes & des auxiliaires, rien ne l'en pourroit dissuader, & qu'il scauroit pourvoir à tout.

Le Comte de Château-Renaud partit de Cadix le 22. de Novembre avec vingt Vaisseaux de guerre, sept Brûlots, & plusieurs autres Batimens chargez de provisions pour huit mois. Il arriva le 5. Decembre à Madere, d'où il continua sa route vers l'Amerique où il va audevant des Galions qu'on attend & dont on n'a aucu-

ne

ne nouvelle certaine, ce qui cause beaucoup de chagrin à la Cour d'Espagne, à cause que la dillette d'argent continue dans le Royaume.

II. L'Ambassadeur de France à la Cour de Portugal ayant fait de nouvelles instances à la Cour pour engager Sa Majesté Portugaise à reconnoître le prétendu Prince de Galles, Roi d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, Sa Majesté a répondu; *Qu'elle avoit reconnu un Roi de la Grand' Bretagne; Que tant que ce Monarque vivroit elle n'en reconnoitroit point d'autre; qu'elle cherchoit le repos & aimoit la paix.* Les Ministres d'Angleterre & de Hollande sont tous les jours à la Cour, & le secretaire d'Etat leur déclara dernièrement; *Que les Marchands Anglois & Hollandois pouvoient s'assurer de la protection de Sa Majesté, qui n'avoit jamais été d'intention d'entrer en guerre avec leurs Souverains, que le Traité avec la France & l'Espagne ne tendoit uniquement qu'à maintenir le Roi Philippe V. sur le Trône d'Espagne, & qu'il n'avoit été conclu qu'après la reconnaissance faite de ce Prince pour Roi d'Espagne par le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces Unies; Que ce Traité n'avoit rien de commun avec les differens particuliers de Sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances avec le Roi Très-Christien; Et que si la France leur faisoit la guerre, Sa Majesté Portugaise donnoit sa parole Royale, que les Nego-*

tians

tians Anglois & Hollandois avoient deux ans pour rester en Portugal en toute liberté pour y ramasser leurs effets & se retirer en sûreté, ainsi qu'il a été stipulé dans les Traitez. L'Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale est tous les jours en conférence avec les Ministres d'Etat & on parle de quelque negociation pour marier le Prince de Bresil avec une des Archiduchesses.

Le Baron de Mean, qui est toujours détenu prisonnier dans le Château de Namur a enfin obtenu la permission d'avoir un de ses Domestiques pour le servir. Le Chapitre de Liège a fait & fait tous les jours de fortes instances pour l'élargissement de son Doyen & pour faire expliquer Son Altesse Electorale de Cologne sur le sujet de sa détention. Mais ces instances ont été vaines jusqu'à présent. L'Electeur qui n'est plus le maître, & qui s'aperçoit bien du faux pas qu'il a fait, écrit d'abord au Chapitre que l'enlèvement de leur Chef avoit été fait sans son ordre & à son insçu & qu'il en avoit du déplaisir, mais comme cette réponse n'a pas plus à la Cour de France, il a écrit en dernier lieu qu'il avoit été obligé d'en venir à cette violence pour raison d'Etat, ce qui a fait dire à un vieux Chanoine que les François menotent leur Evêque comme un enfant.

Il y a déjà quelque temps que Son Altesse Electorale, par les ordres de la Cour de France, se plaint de la construction des Ouvrages que les Hollandois font sur la Mon-

Montagne de S. Pierre près de Mastricht. M. Norf, Resident de Son Altesse Electorale presenta sur ce sujet deux Memoires à Leurs Hautes Puissances, qui lui firent remettre la resolution suivante.

Que l'ouvrage qui est nommé Fort dans les deux Mémoires, & dont on fait des plaintes, n'est qu'un Bastion détaché au dehors de la Ville de Mastricht, & ne peut être considéré que comme une extension des Fortifications de cette Place, que L. H. P. ont toujours été en droit d'augmenter, comme Elles ont souvent fait sur le Territoire de Liège, sans la participation, & sans la moindre opposition des Princes: Que S. A. El. étoit informée de cette verité, dont plusieurs ouvrages au dehors de Mastricht faisoient foi: Que par consequent on ne lui avoit donné aucun juste sujet de plainte: Que le Roi de France dans le temps qu'il étoit Maître de Mastricht, avoit aussi fait construire plusieurs Bastions, & autres ouvrages auprès de S. Pierre, sur le territoire de Liège, sans en avoir donné connoissance, & qu'on s'y soit opposé: Que le Bastion de S. Pierre est contigu à ceux des François, & ne comprend pas la dixième, ou vingtième partie du terrain qu'occupoient les autres: Que L. H. P. espèrent que S. A. El. ne s'en formalisera pas à l'avenir, ledit ouvrage n'étant construit que pour la sûreté & conservation de la Ville de Mastricht, dont S. A. El. en qualité de Prince de Liège, est Seigneur, conjointement avec L. H.

-nom

P. Que

P. ; Que S. A. El. peut comprendre selon sa grande Sageſſe, combien eſt peu fondé le prétexte que les François prennent de cet ouvrage, pour faire auſſi conſtruire des Forts, ſur le territoire de Liège, &c.

Les Etats du Pais de Liège ſont aſſemblez dans la Capitale de cette Principauté depuis le 3. de ce mois. On a préſenté à cette Aſſemblée les Propoſitions de Son Alteſſe Electorale, qui tendent, à ce qu'on lui fait dire, à chercher les moyens de conſerver la Principauté contre les mauvais deſſeins de ſes ennemis. On leur repreſente que c'eſt dans cette vûe que Son Alteſſe Electorale a demandé le ſecours des troupes du Cercle de Bourgogne lesquelles lui ont prêté le Serment de fidelité, à quoi on ajoûte, que Son Alteſſe Electorale remet à la prudence des Etats l'examen de ce qu'il faut faire dans une pareille ocaſion. Cependant on leur fait comprendre qu'il faut qu'ils levent des troupes dans tous les lieux de la Principauté. Le Prince de Tſerclas Tilli arriva à Liège le 12. & le lendemain il prit ſeance dans l'Aſſemblée des Nobles du Pais, qui ſont une partie des Etats. Les Députés du Chapitre ſont difficulté de remettre leurs reſolutions à l'Aſſemblée, ſous prétexte que leur Doyen doit être auparavant mis en liberté, & rétabli dans ſa Dignité avec honneur, mais ils ſeront obligés de plier, & tout cela n'eſt que grimace.